

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

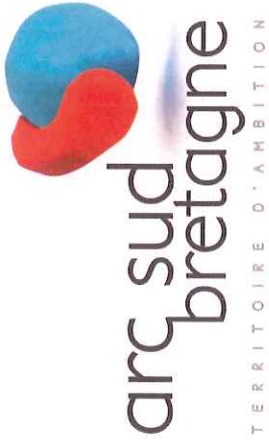
ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

✓ u pour être annexé à la délibération

n° 23 du 16.03.2021  
du 16.03.2021

Fait à Muzillac, le 16.03.2021

Le Président,  
Bruno LE BORGNE



# Débat d'Orientation Budgétaire 2021

Conseil Communautaire 16 mars 2021

# Le Debat d'Orientations Budgetaires (DOB)

Dans les intercommunalités comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, le Président présente au Conseil Communautaire, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat en Conseil Communautaire qui permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. (articles L.2312-1 et L.5211-36 du CGCT)

La Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 07 août 2015, notamment son article 107, est venue renforcer l'obligation d'information des élus, Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) devant s'effectuer sur la base d'un Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB). Le Décret N°2016-841 du 24 juin 2016 en a précisé les éléments constitutifs. (articles D.2312-3 et D.52-11-18-1 du CGCT)

- **Les orientations budgétaires envisagées** portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en précisant les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et de relations financières entre les communes et la communauté de communes ;
  - **La présentation des engagements pluriannuels**, notamment les orientations en matière de programmation des investissements comportant une prévision des dépenses et des recettes ;
  - **Des informations relative à la structure et la gestion de l'encours de la dette contractée et les perspectives pour le projet de budget ;**
  - **La présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs**, notamment l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail (pour les communes de plus de 10 000 habitants et les intercommunalités de plus de 10 000 habitants comprenant une commune de plus de 3 500 habitants).
- La Loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques (LFPF) pour les années 2018 à 2022 contient de nouvelles règles avec effet immédiat. A l'occasion du DOB, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités présente ses objectifs pour le budget principal et l'ensemble des budgets annexes concernant :
- **L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement**, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement;
  - **L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.**

# Le contenu du ROB

## 1- Contexte général

- 1-1 : Situation économique
- 1-2 : Contexte institutionnel
- 1-3 : Mesures de la Loi de finances 2021 affectant Arc Sud Bretagne

## 2- Tendances des finances locales

- 2-1 : Résultats de clôture (déjà présenté note CA 2020)
- 2-2 : Analyse rétrospective des dépenses et des recettes réelles 2017-2020
- 2-3 : Ratios de gestion (déjà présenté note CA 2020)
- 2-4 : Encours de la dette budgets principal et annexes (déjà présenté note CA 2020)
- 2-5 : Charges de personnel

## 3- Orientations budgétaires 2021

- 3-1 : Evolution des ressources et particulièrement celles des dotations de l'Etat
- 3-2 : Revalorisation des bases fiscales
- 3-3 : Relations financières avec les communes
- 3-4 : Bilan PFI 2018-2020
- 3-5 : Projets DOB 2021 en proposition d'inscription au budget principal
- 3-6 : Projets DOB 2021 en proposition d'inscription aux budgets annexes
- 3-7 : Besoins et moyens de financement
- 3-8 : Stratégie en matière de dette
- 3-9 : Recettes et dépenses réelles prévisionnelles 2021

# 1- Contexte général

---

**1-1 : Situation économique**

**1-2 : Contexte institutionnel**

**1-3 : Mesures de la Loi de Finances 2021, affectant Arc Sud Bretagne**

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 1-1 Situation économique

## L'économie mondiale face à la pandémie mondiale de la COVID-19

Suite à l'apparition fin 2019 du coronavirus SARS-CoV-2, le reste du monde a assisté incroyablement le 23 janvier 2020 aux premiers confinements de métropoles chinoises avant d'être touché à son tour par la pandémie de la COVID-19 début 2020. Depuis, l'économie mondiale évolue cahin-caha, au rythme de la pandémie et des mesures de restrictions imposées pour y faire face.

Démunis face à la première vague qui submergea les services hospitaliers au printemps, les gouvernements, cherchant à enrayer la vitesse de propagation de la pandémie, ont eu largement recours à des mesures de confinement, qui se sont traduites au second trimestre en un double choc d'offre et de demande à l'échelle mondiale.

Après une récession d'ampleur inédite au 1<sup>er</sup> semestre, l'activité a pris l'allure de montagnes russes au second.

Les déconfinements progressifs durant l'été se sont traduits mécaniquement par de forts rebonds au 3<sup>ème</sup> trimestre, l'activité restant toutefois en retrait par rapport à fin 2019.

A partir de septembre, l'accélération des contaminations a repris. L'Europe et les États-Unis ont été confrontés à une 2<sup>ème</sup> vague de contaminations. Fin 2020, la réintroduction progressive des mesures restrictives puis le recours à des nouveaux confinements a, à nouveau, pesé sur l'activité. Depuis Noël, l'apparition de variants du virus particulièrement contagieux conduit à un nouveau retour en force des confinements, plus stricts qu'à l'automne, qui compliquent les échanges économiques début 2021. Avec plus de 1,9 millions de décès et plus de 92 millions de cas d'infections à la COVID-19 recensés au niveau mondial, les campagnes de vaccination lancées depuis fin 2020 constituent de véritables lueurs d'espoir, qui pourraient devenir réalité au second semestre.

# 1-1 Situation économique

## Zone euro : crise sanitaire inédite et activité en dents de scie

Après une chute vertigineuse du PIB comparée à 2008, due aux restrictions et confinements instaurés de mars à mai dans la plupart des économies de la zone euro, l'activité, profitant de la levée progressive des mesures contraignantes a fortement rebondi au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020. Néanmoins l'activité demeure en retrait de 4,4 % par rapport à fin 2019. Ceci découle de la moindre activité des secteurs sources de fortes interactions sociales (services de transports, de restauration et d'hébergement et les autres secteurs liés au tourisme). Les pays plus touristiques (Espagne, France, Italie) ont ainsi souffert davantage que ceux disposant de secteurs manufacturiers importants (Allemagne).

Fin 2020, la 2<sup>ème</sup> vague de contamination a conduit au retour progressif des restrictions de mobilité et d'activité, puis à l'instauration de nouveaux confinements dans plusieurs régions et pays : Irlande, Pays de Galles, France, Belgique, Allemagne, Espagne, Italie... L'activité en zone euro devrait à nouveau se contracter, mais dans une moindre mesure. Les gouvernements ont en effet cherché à minimiser l'impact économique des mesures imposées, notamment en maintenant les écoles ouvertes et en préservant certains secteurs d'activité (construction, industrie).

D'après les indicateurs avancés, cette stratégie semble avoir été relativement efficace. Selon la BCE, le repli de la croissance en zone euro devrait être autour de 2,8 % au 4<sup>ème</sup> trimestre et de 7,3 % en moyenne en 2020.

Avec le lancement des campagnes de vaccination, la confiance s'est renforcée en zone euro, alors même que l'activité économique devrait être bien moins dynamique qu'attendu au 1<sup>er</sup> semestre 2021. Face à la propagation de variants de la COVID-19 particulièrement contagieux, l'Europe est marquée en ce début d'année par des confinements plus stricts qu'à l'automne, qui pourraient se maintenir jusqu'en avril.

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 1-1 Situation économique

## Zone euro : soutien massif des institutions européennes

Au-delà des plans d'urgence nationaux, le soutien massif des institutions supranationales devrait atténuer les effets de la pandémie en zone euro et contribuer à relancer l'économie une fois celle-ci maîtrisée.

Outre le programme SURE (100 Mds €) destiné à soutenir les programmes de chômage de courte durée, les Etats membres de l'UE ont adopté un important plan de relance (Next Generation EU) de 750 Mds € de prêts et subventions qui s'appliquera en 2021-2022 principalement en soutenant l'investissement. Pour la première fois, l'UE financera les Etats membres par l'émission de dettes en son nom propre.

De son côté, contrairement à 2008, la BCE a réagi rapidement et significativement. Après avoir augmenté son programme d'achats d'actifs (APP) de 120 Mds €, elle a créé le programme PEPP (Pandemic Emergency Purchase Programme) initialement doté d'une capacité de 750 Mds €, portée progressivement à 1 850 Mds € en décembre 2020. Pour alimenter les banques en liquidités, elle a également assoupli les conditions des TLTRO III puis créé le programme PELTRO (Pandemic Emergency Longer-Term Refinancing Operations) renforcé en décembre dernier. Au-delà, elle a maintenu sa politique monétaire très accommodante, ce qui s'est traduit par des taux d'intérêt très bas, permettant aux gouvernements de financer d'importants plans de relance par déficit public. Dans ce contexte d'incertitudes accrues, la croissance du PIB en zone euro devrait chuter d'environ - 7,3 % en 2020 avant de rebondir à 3,9 % en 2021.

## France: l'économie à l'épreuve de l'épidémie de la COVID-19

Résiliente en 2019 (1,5 %), l'économie française a été durement touchée par la pandémie COVID-19 en 2020. Reculant de 5,9 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, le PIB a chuté de 13,8 % au second suite au confinement national instauré du 17 mars au 11 mai. Si toutes les composantes de la demande ont été affectées certains secteurs ont été plus particulièrement touchés par la crise sanitaire : l'hébergement et la restauration, la fabrication d'équipements de transport (automobile et aéronautique) et les services de transport.

# 1-1 Situation économique

Suite à l'assouplissement des restrictions, l'activité économique française a fortement rebondi au 3<sup>ème</sup> trimestre tout en restant inférieure de 3,7 % à son niveau d'avant crise.

L'accélération des contaminations au 4<sup>ème</sup> trimestre a conduit à un nouveau confinement national du 30 octobre au 15 décembre, avec une réouverture des commerces fin novembre et l'instauration d'un couvre-feu en soirée depuis mi-décembre.

Toutefois compte tenu de la progressivité des restrictions imposées depuis fin septembre et de l'allègement des restrictions en termes de déplacement et d'activité, l'impact économique devrait être moins fort. La perte d'activité est attendue à - 4 % au 4<sup>ème</sup> trimestre et - 9,1 % en moyenne en 2020. Comme ailleurs en Europe, la progression des contaminations avec l'arrivée de nouvelles souches particulièrement contagieuses du coronavirus compromet la vigueur du rebond attendu en 2021.

## France : de lourdes conséquences sur le marché du travail

Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie est impressionnant. Au 1<sup>er</sup> semestre 2020, 715 000 personnes avaient déjà perdu leur emploi salarié.

Au 3<sup>ème</sup> trimestre, le nombre de chômeurs a augmenté de 628 000 en France et atteint 2,7 millions tandis que le taux de chômage (BIT) s'élevait de nouveau à 9 %.

Afin de soutenir les entreprises et limiter la hausse du chômage, le gouvernement a adapté dès mars le dispositif d'activité partielle, qui a été largement sollicité. Son coût pour 2020 est estimé à 31 Mds €. En 2021 il sera vraisemblablement supérieur aux 6,6 Mds € prévus.

Malgré les mesures exceptionnelles de soutien au marché du travail, le taux de chômage devrait culminer au-dessus de 11 % d'ici à la mi-2021, pour diminuer ensuite et atteindre 8 % vers la fin de 2022.



# 1-1 Situation économique

## France : d'importants soutiens économiques financés par emprunt

Pour atténuer l'impact économique et social de la crise sanitaire, le gouvernement a accompagné les confinements d'un vaste ensemble de mesures d'urgence pour soutenir les ménages (en préservant leur emploi et la majeure partie de leurs revenus grâce au chômage partiel), les entreprises (en renforçant leur trésorerie par le biais de facilités de crédit) et certains secteurs d'activité plus durement touchés par l'épidémie (hôtellerie restauration, tourisme, automobile et aéronautique). Le coût total de ces mesures est estimé à près de 470 Mds €.

Au delà de ces mesures d'urgence, le gouvernement français a présenté en septembre un plan de relance sur les années 2021-2022 de 100 Mds € financé à hauteur de 40 Mds par l'Europe qui vise via des programmes d'investissement à soutenir l'activité et à minimiser les effets potentiels à long terme de la crise sanitaire. Enfin, l'annonce du second confinement s'est accompagnée d'une enveloppe budgétaire supplémentaire de 20 Mds € de soutien financier.

## France : une inflation durablement faible

Depuis le début de la pandémie mondiale, l'inflation a fortement baissé, passant de 1,5 % en janvier 2020 à 0 % à partir de septembre, son plus bas niveau depuis mai 2016. Cette forte baisse de l'inflation est principalement due à l'effondrement des prix de certains biens et services. La chute des prix du pétrole est ainsi largement à l'origine de la disparition de l'inflation française. Le prix du baril de Brent est en effet passé de 69 \$ fin 2019 à moins de 10 \$ en avril 2020 puis remonté à 50 \$ fin 2020. Son prix devrait rester modéré au 1<sup>er</sup> semestre 2021, avant de remonter progressivement et atteindre en moyenne 55\$ en 2021 puis 62\$ en 2022.

Après 1,1 % en 2019, l'inflation française (IPC) s'est élevée à 0,5 % en moyenne en 2020. Au regard de la hausse attendue du chômage, l'inflation devrait être principalement guidée par les prix du pétrole et rester faible les deux prochaines années. Elle devrait légèrement progresser pour atteindre 0,7 % en 2021 et 0,6 % en 2022.

Source : Caisse Epargne DOB 2021

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 1-1 Situation économique

## France : niveau record des demandes de crédits de trésorerie des entreprises

Depuis mars 2020, la crise sanitaire s'est traduite par une forte hausse des demandes de crédits de trésorerie des entreprises, atteignant des niveaux records. La proportion des crédits de trésorerie dans les nouveaux crédits octroyés (hors découverts) est ainsi passée de 35 % au 1<sup>er</sup> trimestre à 72 % au second. Ces hausses reflètent le développement des Prêts Garantis par l'État (PGE) accordés aux entreprises à des taux très bas. Fin novembre 2020, les crédits mobilisés par les entreprises atteignent 1 195 Mds € soit une hausse de 12,6 %. Sans surprise, ce sont les secteurs de l'hébergement et restauration, le conseil et les services aux entreprises et le transport et entreposage qui ont été les plus demandeurs.

Après avoir ralenti en mars et avril en raison du confinement, la demande de crédit des ménages pour l'habitat a rebondi au 3<sup>ème</sup> trimestre, les conditions de financement demeurant toujours favorables.

## France : un impact durable de la crise sanitaire sur les finances publiques

Sous le double effet de la baisse de l'activité et d'interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire, le déficit public devrait atteindre 11,3 % du PIB en 2020, tandis que la dette publique s'élèverait à 119,8 % du PIB selon le 4<sup>ème</sup> projet de loi de finances rectificative (PLFR) pour 2020.

Pour 2021, le gouvernement prévoit depuis décembre une baisse du déficit public à 8,6 % du PIB et une dette publique à 122,3 % du PIB.

Pour autant, la forte augmentation attendue de la dette publique française ne devrait pas affecter la viabilité de la dette de la France en raison des coûts d'emprunt extrêmement bas liés à la politique très accommodante de la BCE. En effet, compte tenu du niveau très faible de l'inflation, les taux d'intérêt devraient rester extrêmement bas pendant encore un certain temps. Les taux sont restés en territoire négatif jusqu'à l'échéance 10 ans.

# 1-1 Situation économique

## Des taux d'intérêt stabilisés à des niveaux très bas

La retombée des taux obligataires à des niveaux très bas s'est répercutée sur les taux longs du marché interbancaire en Zone Euro qui ont également chuté vers des niveaux faibles, voir négatifs sur des maturités pouvant aller jusqu'à 20 ans.

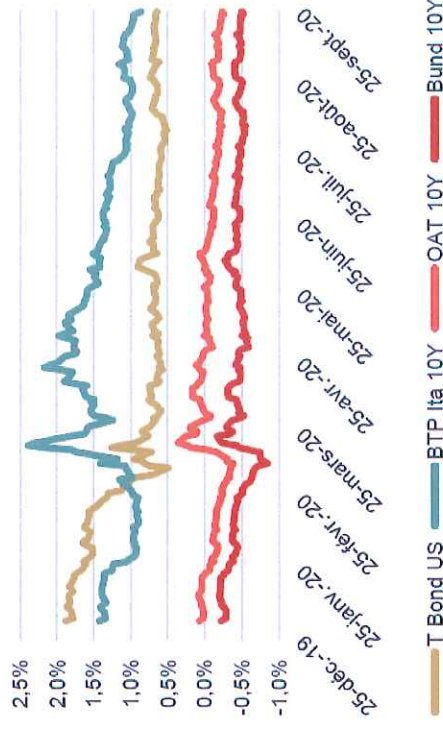
Les Euribor ont poursuivi leur baisse plus profondément en territoire négatif. A titre d'exemple, l'Euribor 3 mois est passé sous le seuil des -0,50%.

Le contexte de taux de marché très bas voire négatifs selon les maturités d'emprunt, reste favorable au recours à l'emprunt en Zone Euro. Les taux courts sont attendus à rester négatif à moyen terme, et les taux long devraient également rester à des niveaux très avantageux.

### **Recommandations Finance Active :**

*en matière de répartition par risque de taux, pour les emprunteurs ayant un recours ponctuel à l'emprunt, détenir une part de taux variable au sein de leur encours global a minima de 25%.*

Evolution des taux souverains en Europe et aux Etats-Unis



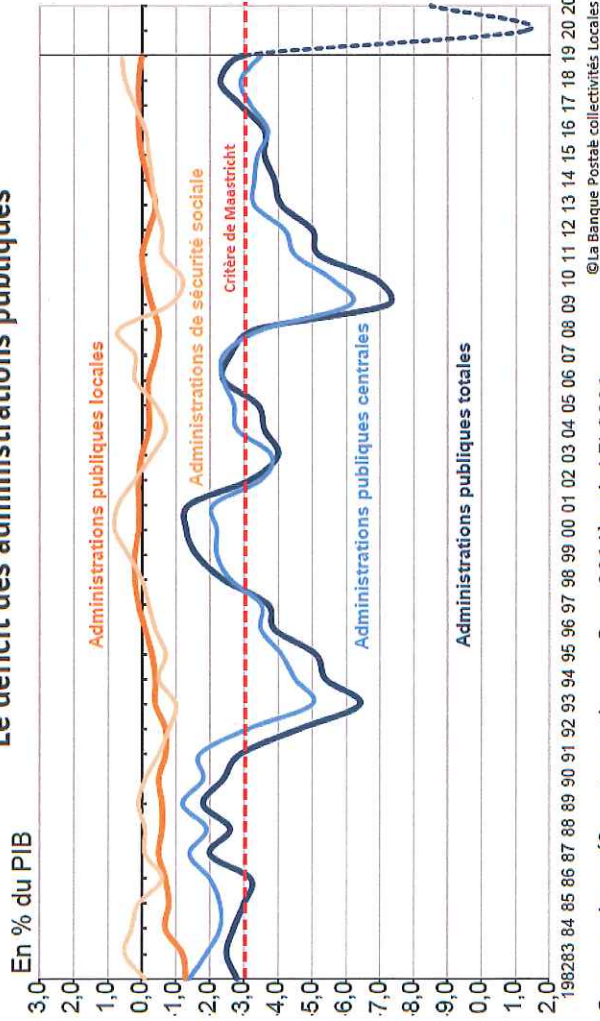
Historique / Anticipations des taux courts – US et Zone Euro



# 1-2 Contexte institutionnel

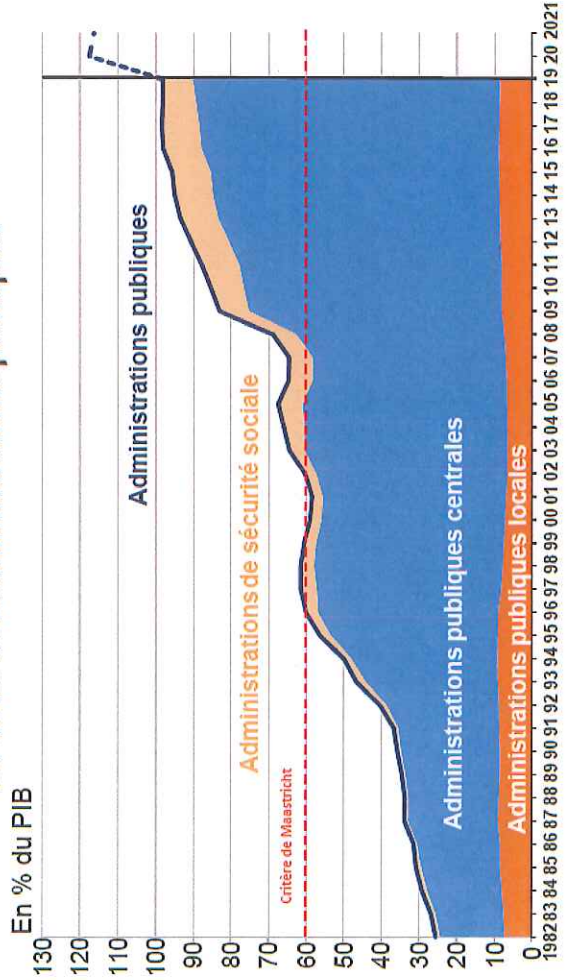
## Finances publiques locales

### Le déficit des administrations publiques



Sources : Insee (Comptes nationaux Base 2014) puis LFI 2021

### La dette des administrations publiques

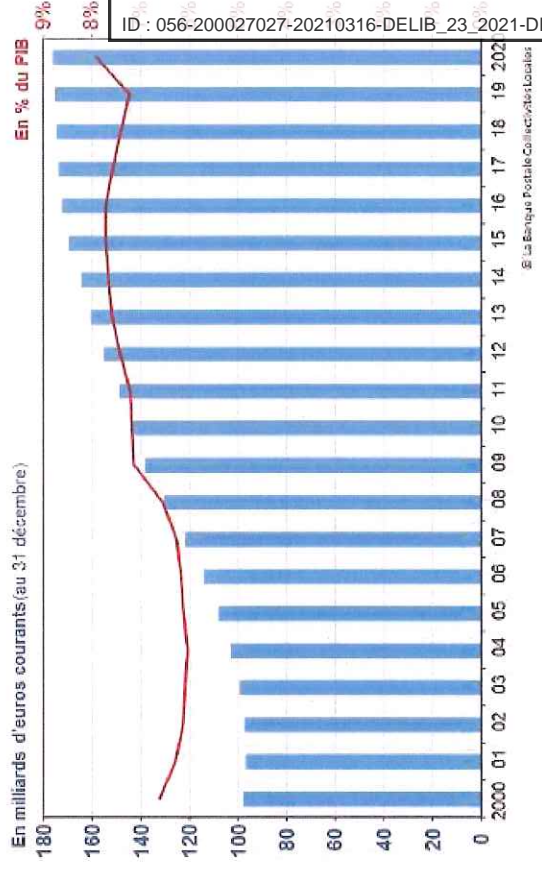


Finances des communes 2020 (estimations et évol./2019)*	
Recettes de fonct.	85,1 Mds€, - 0,6 %
Dépenses de fonct.	73,5 Mds€, + 1,1 %
Épargne brute	11,6 Mds€, - 10,3 %
Investissement-	21,6 Mds€, - 13,7 %
Dette	63,7 Mds€, - 1,6 %

Finances des EPCI à fiscalité propre 2020 (estimations et évol./2019)*	
Recettes de fonct.	46,0 Mds€, + 0,8 %
Dépenses de fonct.	40,5 Mds€, + 3,0 %
Épargne brute	5,5 Mds€, - 12,7 %
Investissement-	9,6 Mds€, - 7,4 %
Dette	26,2 Mds€, + 1,1 %

### Encours de dette des collectivités locales



Source : La Banque Postale DOB 2021

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne

### Loi de Finances (LFI) 2021

Une loi de finances reflète son temps. La pandémie qui a bouleversé 2020 imprime fortement sa trace dans la loi 2021 comme elle a amené une série de lois de finances rectificatives tout au long de 2020.

Les entités publiques locales sont fortement touchées dans leurs finances par une crise qui perdure début 2021. L'impact brut devrait être de l'ordre de 20 Mds sur trois ans, à comparer à des dépenses de fonctionnement proches de 700 Mds dans le même temps.

La LFI 2021 institue différentes mesures pour résorber ce choc et donner aux entités publiques locales les moyens d'être des acteurs de la relance.

En même temps, les mesures prises en faveur de la compétitivité des entreprises qui souffrent le plus de la crise ont des effets de bord sur le secteur public territorial. La baisse de 10 Mds € des impôts de production implique une série de mesures de compensation.

Hors crise, les mesures de la loi sont dans la continuité des lois de finances précédentes : gestion de la fin de la taxe d'habitation, mesures diverses de simplification.

Au delà du délicat exercice de limiter l'impact financier de la crise pour les collectivités, la LFI 2021 met en exergue le rôle spécifique du secteur public territorial qui est le grand acteur de l'investissement public. Il en représente 55%. L'enjeu est de favoriser la reprise économique par l'investissement, et surtout de construire le monde de demain autour de grands thèmes transition énergétique et écologique, nouvelles mobilités, santé et sports, et plus généralement de l'investissement au service des acteurs économiques locaux, de l'équilibre et de l'attractivité des territoires.

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

### Le financement de l'enveloppe normée via les variables d'ajustement

En 2021, le montant de la minoration atteint 50 M€. Ce montant est en diminution par rapport aux années précédentes, où il s'élevait à 120 M€ en 2020, à 159 M€ en L2019 et à 293 M€ en 2018. Mis à contribution l'an dernier à travers l'inclusion de la DCRTP (Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle) dans ces variables, le bloc communal est cette fois-ci épargné.

Répartition 2021 de l'écrêtement des variables d'ajustement :

Variable d'ajustement	Baisse de l'enveloppe (en M€)
DCRTP département	-5 M€
DCRTP Région	-7,5 M€
DCRTP Bloc Communal	0 M€
Dot. Carré Département	-20 M€
Dot. Carré Région	-17,5 M€
<b>TOTAL</b>	<b>- 50 M€</b>

#### Recommandations Finance Active :

Bloc communal : stabilisation de la DCRTP au montant notifié en 2020 et aucun écrêtement des autres compensations

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

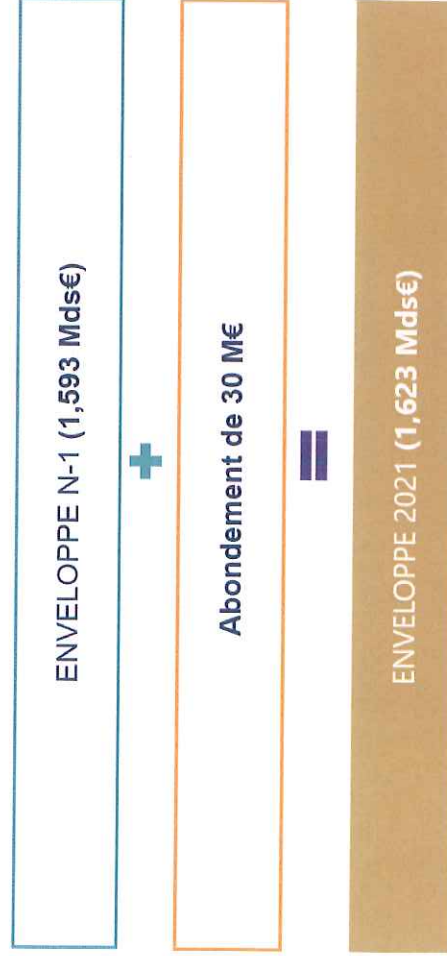
## affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

**Dotation d'intercommunalité : abondement renouvelé de 30 M€, calcul inchangé et maintien des mécanismes de garantie**

Pour rappel, la DGF des EPCI est composée de deux parts : la dotation d'intercommunalité (dotation de base + dotation de péréquation) et la dotation de compensation (compensation réforme taxe professionnelle part salaires). La LFI 2019 a réformé en profondeur la dotation globale de fonctionnement des EPCI. Elle a en effet fait l'objet de quatre mesures :

- La suppression des enveloppes par catégories d'EPCI,
- Une globalisation de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP),
- L'instauration d'un mécanisme de complément pour les EPCI dont la DI est inférieure à 5€/hab,
- L'introduction du revenu par habitant dans le calcul de la part péréquation.

La Loi de Finances pour 2021 s'inscrit dans la continuité de cette réforme.



### Garantie d'évolution de la DI de droit commun

- DI/hab. minimum : 95% de la DI/hab. N-1
- DI/hab. maximum : 110% de la DI/hab. N-1

### Garanties pour les EPCI les plus intégrés

- DI/hab. minimum: 100% de la DI/hab. N-1
- DI/hab. maximum: 110% de la DI/hab. N-1

### Recommandations Finance Active :

Aucune garantie n'étant applicable en 2020 , reconduire le même montant en euros par habitant en 2021.

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

### L'écrêtement de la dotation de compensation

Ces mesures liées à la réforme de la dotation d'intercommunalité de 2019 seront toujours financées par un prélèvement sur la seconde part de la DGF des EPCI qui est la dotation de compensation.

Depuis 2012, cette dernière est uniformément écartée chaque année sur la base d'un taux décidé par le comité des finances locales (CFL). Cet écartement a pour objectif de financer notamment la hausse de population sur le territoire national et la hausse des coûts liés à l'intercommunalité.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Montant total de l'écrêtement annuel</b>	<b>119,6M€</b>	<b>103,8M€</b>	<b>146,1M€</b>	<b>106,8M€</b>	<b>114,9M€</b>	<b>89,4M€</b>	<b>84M€</b>
<i>Taux d'écrêtement annuel</i>	-2,18%	-1,94%	-2,78%	-2,09%	-2,30%	-1,83%	-1,86%

Sur la base des estimations, l'écrêtement 2021 devrait être supérieur à celui de 2020 en raison de :

- La reprise des fusions de communes et EPCI
- Le maintien des abondements de péréquation
- Une base écartée qui diminue chaque année

#### **Recommandations Finances Actives :**

*Afin de calculer de façon simplifiée l'écrêtement de la part compensation des EPCI pour 2021, tenir compte d'un écartement de -1,86%.*



# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021 affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

## Neutralisation de l'impact de la réforme de la taxe d'habitation et des impôts de production sur les indicateurs de richesse servant aux calculs des dotations

Evolution d'un indicateur majeur : le Potentiel fiscal

Calcul du potentiel fiscal	Application des taux moyens nationaux sur les bases fiscales
I - La suppression de la TH sur les résidences principales	<ul style="list-style-type: none"><li>• Modification du taux moyen national de taxe foncière</li><li>• Correction artificielle des bases de taxes foncières de la commune via le coefficient correcteur</li></ul>
II - La réforme d'évaluation des bases de TFB des locaux industriels	<ul style="list-style-type: none"><li>• Correction des VL et donc des bases de fiscalité de TFB des locaux industriels</li></ul>
Proposition du PLF 2021	<ul style="list-style-type: none"><li>• En 2021 : maintien des conditions de calcul sur la base des chiffres 2020</li><li>• En 2022 : correction des indicateurs financiers afin d'éviter que cette réforme ne déstabilise la répartition actuelle des dotations</li></ul>

Pour neutraliser les effets de la réforme fiscale, la LFI entame une réforme des indicateurs financiers afin de tenir compte du nouveau panier de ressources des collectivités.

- la suppression de la taxe d'habitation
- la part départementale de foncier bâti aux communes
- la fraction de TVA aux EPCI à fiscalité propre et aux départements
- la compensation liée à la réforme des valeurs locatives des locaux industriels

Ces nouveaux éléments impliquent nécessairement une modification des modes de calcul des indicateurs utilisés pour l'attribution des dotations et des fonds de péréquation. Cette réforme n'entrera en vigueur qu'à compter de 2022.

Source : Finance active et CE DOB 2021

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE 1

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

### Un effort massif en faveur de l'investissement

Le FCTVA qui est la principale aide de l'Etat aux collectivités territoriales en matière d'investissement devrait progresser de 546 M€ par rapport à 2020 soit au total 6,5 Mds€ pour 2021. Cela est lié au rythme d'investissement des collectivités qui a été en hausse ces deux dernières années (en corrélation avec le cycle électoral). Cela reste à confirmer avec l'établissement des comptes administratifs 2020 au vu du contexte sanitaire actuel et du ralentissement économique. La LFR 3 pour 2020, qui prévoit l'abondement exceptionnel de la DSIL d'1Mds€, permettra de financer des investissements dès le dernier trimestre 2020 et en 2021. Ces autorisations d'engagements doivent accorder une priorité aux projets contribuant à la résilience sanitaire, à la transition écologique et à la rénovation du patrimoine public bâti et non bâti. L'enveloppe des autres dotations reste stable à hauteur de 2 Mds€.

Récapitulatif des concours financiers au soutien de l'investissement local en 2020 et pour 2021 :

	2020	PLF 2021
<b>FCTVA</b>	6 Mds€	6,5 Mds€
<b>DSIL</b>	570 M€	570 M€
<b>DSIL abondement exceptionnel</b>	1 Mds€	
<b>DETR</b>	1,046 Mds€	1,046 Mds€
<b>DPV</b>	150 M€	150 M€
<b>DSID</b>	212 M€	212 M€
<b>TOTAL</b>	<b>9 Mds€</b>	<b>8,5 Mds€</b>

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021 affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

## Un effort massif en faveur de l'investissement

### Le plan de relance

Présenté le 3 septembre 2020, le Plan de Relance s'élève à 100 Mds€ consacrés à trois sujets prioritaires :

- La transition écologique
- La compétitivité des entreprises
- La cohésion sociale et territoriale

Il prévoit des mesures d'environ 16 Mds€ concernant directement les collectivités mais de nombreuses enveloppes n'ont pas encore été fixées.

### Les Volets Territoriaux de France Relance

- **Revitalisation du territoire** (710 M€) : Recyclage des friches (300 M€), déficit d'opérations de reconstruction des locaux d'activités en centre-ville (60 M€), aide à la densification (350 M€)
- **Économie locale** (40 M€) : accompagnement dans la transformation numérique de l'économie de proximité
- **Transformation numérique** (338 M€) : conseillers numériques France services (250 M€), transformation numériques des collectivités (88 M€)
- **Préservation et valorisation du territoire** (70 M€) : Jardins partagés et agriculture urbaine (30 M€) Soutien aux investissements dans les monuments historiques appartenant aux collectivités (40 M€)
- **Transition écologique** (1,05 Md€) : rénovation énergétique des bâtiments publics (950 M€) amélioration de la résilience des réseaux électriques et transition énergétique en milieu rural (50 M€) développement d'une alimentation saine durable et locale dans les cantines scolaires (50 M€).

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

### Automatisation du FCTVA

La LFI 2021 prévoit, dans son article 57, l'application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA. Repoussée lors des lois de finances 2019 et 2020, la première phase débutera dès janvier 2021.

### **Rappel du fonctionnement du FCTVA**

Le dispositif est régi par les articles L1615-1 à L1615-12 du CGCT. Le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) est un prélèvement sur recettes de l'Etat destiné à assurer une compensation de la charge de TVA que les collectivités supportent sur leurs dépenses d'investissement. Il constitue la principale aide de l'Etat aux collectivités territoriales en matière d'investissements.

Pour rappel, le taux de FCTVA est de 16,404% appliqué au montant TTC.

Les dépenses éligibles sont les dépenses réelles d'investissement ainsi que les dépenses d'entretien des bâtiments publics, de la voirie et de certains réseaux.

L'article 57 vise à dématérialiser l'ensemble de la procédure d'instruction, de contrôle et du versement du FCTVA avec plusieurs bénéfices associés :

- Davantage de fiabilité dans les montants provisionnels de FCTVA permettant de renforcer la qualité des prévisions budgétaires des collectivités.
- Une gestion moins lourde pour les collectivités comme pour les services de l'État permettant de raccourcir le délai de versement.

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

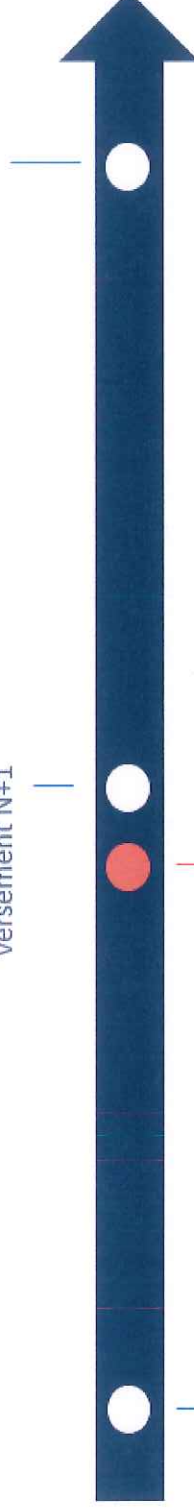
### Automatisation du FCTVA

La loi de finances 2020 avait prévu un report de l'entrée en vigueur de la réforme, dans un objectif de respect de la neutralité budgétaire de l'automatisation. Les analyses menées démontrent qu'il demeure un surcoût résiduel pour l'Etat pouvant aller jusqu'à 235 M€ par an, c'est pour cela que le gouvernement souhaite privilégier une mise en œuvre progressive.

#### Calendrier du dispositif

**1<sup>er</sup> Janvier 2022:** Application du dispositif pour les collectivités en régime de versement N+1

**1<sup>er</sup> Janvier 2023:** Application du dispositif pour les collectivités en régime de versement N+2



**1<sup>er</sup> Janvier 2021:** Mise en place du dispositif pour les collectivités qui reçoivent le FCTVA l'année de la réalisation de la dépenses (N)

**Bilan de la 1<sup>ère</sup> étape permettant de s'assurer de la neutralité budgétaire de la réforme avant sa généralisation**

- Identification d'éventuels surcoûts de l'automatisation
- le cas échéant, édicition d'une mesure de correction, par exemple sur l'assiette du FCTVA

*Un premier bilan sera établi à l'issue de la première phase permettant de s'assurer de la neutralité budgétaire de la réforme avant de généraliser le processus aux autres collectivités. Le bilan permettra d'identifier les surcoûts et le cas échéant d'appliquer des mesures de corrections. Cette mesure sera couplée à une amélioration des contrôles effectués par les préfectures et les postes comptables.*

*Une application dédiée au traitement et au versement automatisé du FCTVA a été développée (ALICE).*

Source : Finance active LFI 2021

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Dotations

### Autres mesures diverses :

- Reconstitution de la clause de sauvegarde des recettes fiscales des communes et EPCI (article 74) : dotation de compensation à hauteur de 200 M€ sur les pertes de recettes fiscales liées directement à l'épidémie de la COVID 19 (*différence entre la somme des produits moyens perçus entre 2017 et 2019, à l'exception de la taxe de séjour pour laquelle la référence est le produit perçu en 2019, et la somme des mêmes produits perçus en 2021*).
- Minoration du prélèvement sur la dotation d'intercommunalité pour les EPCI à fiscalité propre dont les recettes réelles de fonctionnement par habitant de l'année sont inférieures de plus de 5€ à celles de 2015 (article 81)
- DGF des communes : hausse de la péréquation verticale de 190 €M€ en 2021, DSU + 90 M€ et DSR + 90 M€ (article 252).
- Compensation des communes et EPCI contributeurs au fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) :

A compter de 2014 les montants versés au titre du FNGIR sont figés à ceux de 2013. Depuis cette date, plusieurs communes ont subi une forte baisse de base de CFE suite à la fermeture d'entreprises et peuvent se retrouver en difficulté pour faire face à leur contribution au fonds. D'où la mise en place d'un prélèvement sur les recettes de l'Etat de 900 000 € pour compenser les communes et EPCI contributeurs au FNGIR subissant une perte de CFE supérieure à 70 depuis 2012 (article 79).

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Fiscalité

### Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC)

Depuis 2015 le reversement du FPIC est fonction d'un indice synthétique reposant sur 3 paramètres : Ecart relatif de potentiel financier intercommunal agrégé de l'ensemble intercommunal et PFIA moyen national moyen (pour 20%) ; Écart relatif au revenu moyen par habitant pop INSEE (pour 60%) ; Ecart relatif d'effort fiscal (pour 20%).

#### **Une enveloppe globale toujours maintenue à 1 Md d'euros**

Ce maintien ne signifie pas pour autant une absence de changements du montant perçu par le bloc communal localement.

Modifications qui pourraient avoir comme conséquence une variation du montant du FPIC prélevé ou versé pour l'ensemble intercommunal :

- L'ensemble des transferts de compétences (impactant le CIF)
- Toute modification de la population DGF
- Toute modification du potentiel financier par habitant
- Toute modification de la carte intercommunale au niveau national

#### **Aucune modification concernant les mécanismes de garantie**

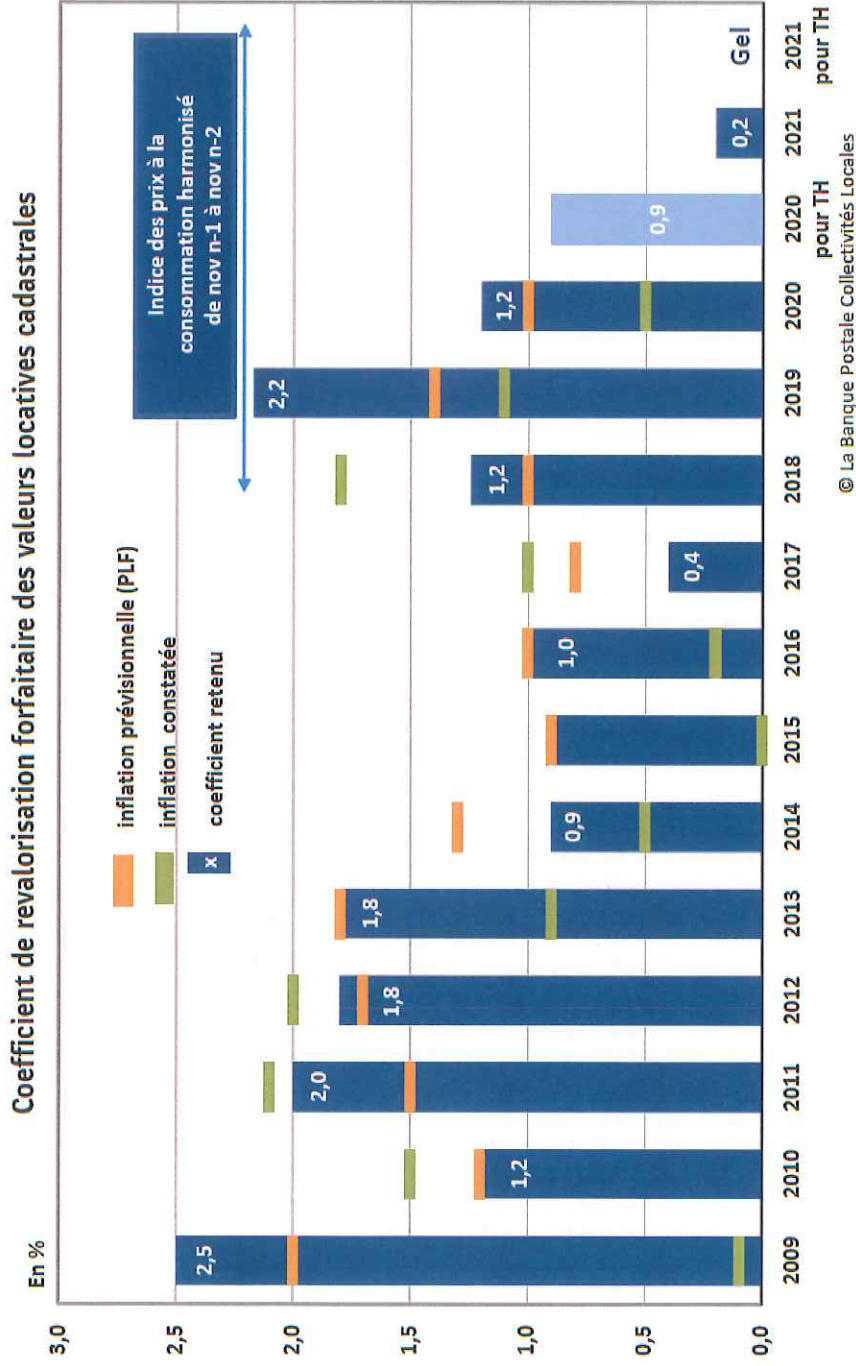
Les ensembles intercommunaux et communes isolées qui cessent d'être éligibles perçoivent une garantie de sortie progressive afin d'encadrer toutes variations trop importantes du montant : si un ensemble devient inéligible au reversement du FPIC, il percevra 50% du montant n-1 puis 0€ l'année suivante.

*L'ensemble intercommunal Arc Sud Bretagne est devenu inéligible au FPIC en 2020.*

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Fiscalité

### Revalorisation des bases fiscales : +0,2%



L'Art 99 de la LFI 2017 a introduit un mécanisme de revalorisation annuelle égale à l'inflation hors tabac constatée au cours des 12 derniers mois écoulés (codifié à l'art 1518 bis du CGI). L'indice de référence publié par l'INSEE correspond précisément à l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH)

$$\text{Coeff Revalorisation} = 1 + (\text{IPCH nov 2020} - \text{IPCH nov 2019}) / \text{IPCH 2019} = 1,002$$



# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Fiscalité

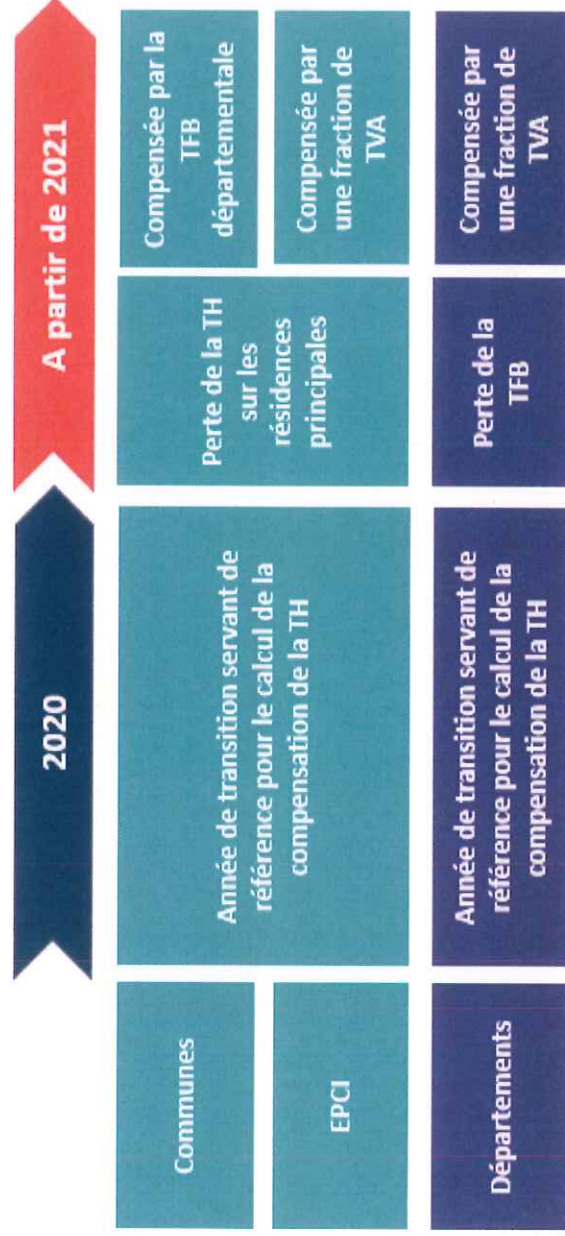
### Entrée en vigueur de l'acte II de la réforme de la taxe d'habitation (TH)

#### Un maintien du calendrier initial de la suppression de la TH

Pour rappel, la loi de finances 2020 prévoit une suppression du produit de la TH sur les résidences principales et des compensations fiscales afférentes pour le bloc communal à partir de 2021.

En 2020, 80% des ménages ne paient d'ores et déjà plus de taxe d'habitation sur les résidences principales. Les 20% des ménages qui restent assujettis à cet impôt, bénéficieront d'un dégrèvement de 30 % en 2021, puis de 65 % en 2022. Ainsi, en 2023, plus aucun foyer ne paiera cette taxe sur sa résidence principale.

Description du calendrier de la réforme pour les collectivités



# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Fiscalité

### Entrée en vigueur de l'acte II de la réforme de la taxe d'habitation (TH)

#### Quelles compensations pour les intercommunalités ?

En compensation de la suppression de la TH, les intercommunalités percevront une fraction de TVA. Alors qu'il était initialement prévu dans la loi de finances pour 2020 que les EPCI et les départements bénéficient du dynamisme du produit de TVA perçu par l'Etat en N-1 pour la compensation de la perte du produit de TH et de taxe foncière, ce principe est remis en cause par un amendement gouvernemental. En effet, en raison de la crise sanitaire et du déclin de l'activité économique en 2020, l'Etat anticipe un rebond de l'activité en 2021 et donc une forte hausse du produit de TVA (de l'ordre de 10%), ce qui ce serait traduit par un net surcoût pour l'Etat en application du mécanisme prévu jusqu'alors. Afin de l'éviter, l'amendement prévoit un nouveau mode de calcul de la compensation avec un versement dynamique de la TVA l'année en cours et non plus avec un an de retard. Dommage pour les départements et les EPCI qui auraient pu bénéficier de cet effet d'aubaine estimé à 1 Md€ pour les départements et environ 500 M€ pour les EPCI.

Sera compensé l'ensemble du panier fiscal de TH soit : le produit de TH 2020 (taux 2017) + moyenne des rôles sup (2018 – 2020) + moyenne des compensations d'exonération (2018 – 2020)

- Commune : En 2021, prévoir un produit de TFB correspondant à l'addition du panier fiscal TH et du montant de TFB 2020 (+revalorisation forfaitaire de 0,5%)
- EPCI : En 2021, prévoir un montant de fraction de TVA = panier fiscal TH 2020

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

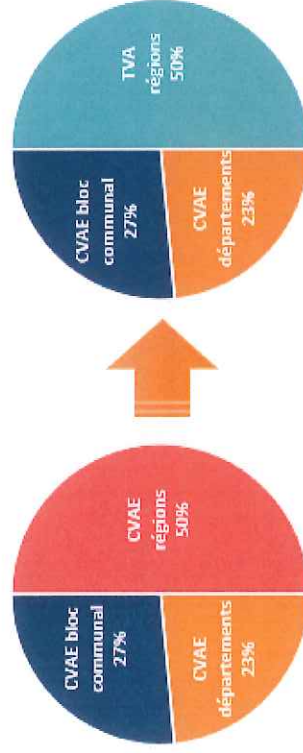
## affectant Arc Sud Bretagne - Fiscalité

La volonté du Gouvernement au travers de la Loi de Finances 2021 est de réduire les impôts économiques payés par les entreprises françaises et notamment le secteur de l'industrie qui subit de plein fouet la crise actuelle cumulée à une concurrence mondiale toujours plus prégnante. Le but recherché est de redonner de la compétitivité à ces entreprises et de lutter contre leur délocalisation. Ce sont quelque 600 000 entreprises qui vont bénéficier de 10 Mds d'euros de baisses.

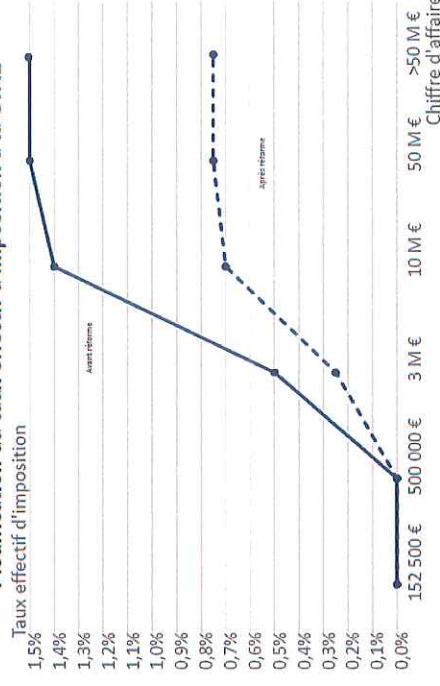
### Baisse de la CVAE des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux de plafonnement de la CET en fonction de la valeur ajoutée

La suppression d'une partie de la CVAE des régions qui à ce jour représente 7,25 Mds d'euros (50% de la CVAE totale) afin d'alléger l'imposition économique des entreprises leur sera compensée par une fraction de TVA.

Suppression d'une partie de la CVAE pour alléger la fiscalité économique



Modification du taux effectif d'imposition à la CVAE



Avec la suppression de la part régionale de CVAE et afin d'éviter tout effet d'éviction, le plafonnement de la contribution économique territoriale (CET) en fonction de la valeur ajoutée est abaissé de 3% à 2%.

#### Recommandations Finance Active :

Les estimations du projet de Loi de Finances impliqueraient une évolution moyenne de - 12% du produit de la CVAE en 2021 pour les département et EPCI du fait de la crise sanitaire.

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Fiscalité

### Etablissements industriels : nouvelle évaluation de leur valeur locative et modification du coefficient de revalorisation

La base d'imposition à la cotisation foncière des entreprises (CFE) et à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) de la plupart des établissements industriels est calculée selon la méthode dite « comptable », fondée sur la valeur des immeubles inscrite au bilan. Ces paramètres, qui n'ont pas été actualisés depuis leur détermination en 1973, ne sont plus adaptés à la réalité économique actuelle et sont à l'origine d'une imposition des établissements industriels plus dynamique que celle des autres locaux des professionnels.

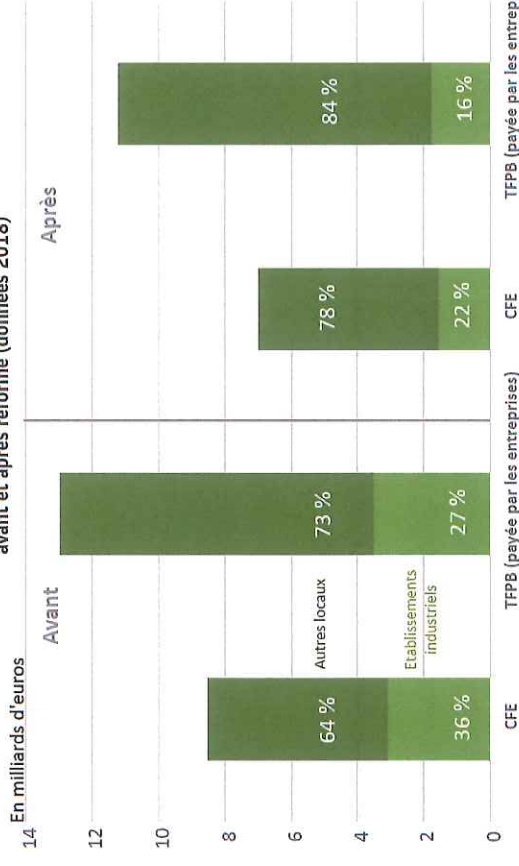
L'article 4 de la LFI 2021 prévoit de moderniser les taux d'intérêt applicables au prix de revient des différents éléments des établissements industriels. Cette modification aura pour conséquence une réduction de moitié des cotisations d'impôts fonciers pour environ 32 000 entreprises exploitant 86 000 établissements sur le territoire français. La CFE baissera en 2021 de 1,75 Mds d'euros pour les entreprises industrielles et la TFPB de 1,54 Mds d'euros

La règle de revalorisation annuelle de la valeur locative des établissements industriels est également modifiée. L'objectif est de la rapprocher de la méthode applicable aux locaux professionnels, révisée depuis le 1er janvier 2017.

#### **Définition des Etablissements industriels :**

- Usines ou ateliers avec une transformation de matières à l'aide d'un outillage important
- Etablissements avec rôle de l'outillage et force motrice prépondérante

Répartition du produit de CFE et de TFPB selon les locaux assujettis avant et après réforme (données 2018)



Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Fiscalité

### Etablissements industriels : une nouvelle évaluation de leur valeur locative et la modification du coefficient de revalorisation

Neutralisation des effets de cette modernisation des paramètres sur les ressources des collectivités locales mais impact sur leur pouvoir fiscal.

L'article 4 de la LFI prévoit des compensations aux communes et EPCI par l'institution d'un prélèvement sur les recettes (PSR) de l'État destiné à compenser aux communes, aux EPCI (à fiscalité propre) et à la métropole de Lyon la perte de recettes résultant de la révision des taux d'intérêt. Il s'agira d'une compensation dynamique (estimée à environ 3,3 Mds € par la DGCL)

Elle sera égale au produit obtenu en multipliant, chaque année, la perte de bases résultant de la mesure par le taux de TFPB et de CFE appliqué en 2020 dans la commune ou l'EPCI.

Il est également précisé que les immobilisations industrielles et leur poids relatif seront maintenus (évaluées selon la méthode comptable) dans la clé de répartition du produit CVAE. Ainsi, les recettes des territoires qui accueillent des immobilisations industrielles et en subissent les externalités négatives ne seront pas modifiées.

Enfin, l'article 4 préserve dans la répartition des taxes additionnelles, le poids de chacune des taxes locales et maintient un équilibre entre les différentes catégories de redevables.

Il y aura donc des compensations de la perte de recettes des taxes assises sur la TFPB et la CFE des locaux industriels (TSE, GEMAPI, contributions fiscalisées...).

Ces compensations prendront la forme de dotations budgétaires égales aux produits de CFE et de TFPB de ces locaux en 2020.

Les collectivités locales perdent la moitié de leur pouvoir de Taux de CFE et de TFPB sur les établissements industriels en 2021-2022. Les hausses de taux votées en 2021-2022 ne seront pas compensées financièrement par l'Etat sur la moitié des bases réduites de CFE et de TFPB des établissements industriels.

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Fiscalité

### De nouvelles exonérations de CET pour les créations ou extensions d'entreprises

L'article 42 de la LFi 2021 vise à relancer l'économie en favorisant l'investissement foncier productif des entreprises et permet aux collectivités concernées par la contribution économique territoriale (CET) d'exonérer temporairement les créations ou extensions d'entreprises.

En réalité, le Code général des impôts (CGI) via ses articles 1464 et 1466 notamment, intègre déjà de nombreuses exonérations d'impôts de production. Ces exonérations peuvent s'appliquer de plein droit, ou de façon facultative.

Les exonérations facultatives sont applicables soit en cas de vote d'une délibération favorable de l'EPCI concerné par le territoire d'implantation de l'entreprise concernée, soit par absence de délibération. Ces exonérations sont également temporaires ou permanentes selon les cas.

Le plus souvent, les exonérations temporaires sont applicables de 2 à 5 ans suite à la création de l'entreprise afin de favoriser son implantation dans le paysage économique local avant une éventuelle taxation.

Ces exonérations peuvent concerner les taxes suivantes : la CFE, la TFB et/ou la CVAE.

Les conditions d'octroi de ces nombreuses exonérations sont le plus souvent les suivantes :

- L'activité de l'entreprise
- L'implantation géographique de l'entreprise
- Le nombre de salariés : un nombre maximum de salariés pour s'appliquer PME locales
- Un plafond maximum de chiffre d'affaire pour bénéficier de ces différentes possibilités d'exonérations

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Fiscalité

### Une possibilité d'exonération de CET mais dans quel but ?

La politique fiscale française est souvent critiquée et qui plus est concernant la fiscalité des entreprises. En effet, quand on reprend les chiffres des dernières années, on observe que la France se distingue dans le classement des Etats européens appliquant le plus d'impôts de production sur les entreprises.

Au vu de ce constat, l'Etat propose aux collectivités qui perçoivent une partie de ces impôts sur la production de participer à la relance économique de leur territoire via ces exonérations si elles le souhaitent.

### Comment mettre en place cette exonération sur le territoire ?

Ce dispositif, sera conditionné à une délibération qui visera à accorder aux entreprises qui souhaitent s'installer ou s'agrandir sur le territoire de la collectivité (via des investissements fonciers), une exonération temporaire de CFE.

Cette délibération de l'EPCI (non obligatoire) prolongera de trois ans la durée au cours de laquelle les créations et extensions de foncier bâti d'entreprise ne sont pas intégrées dans le calcul de la CFE.

Les entreprises pourront bénéficier de cette exonération si et seulement si les services fiscaux observent « une augmentation nette de la base d'imposition par rapport à celle de l'année précédente » c'est-à-dire si cette extension ou création donne bien lieu à de nouvelles bases d'imposition économique.

Cette exonération porte sur la totalité de la part d'imposition revenant à la commune ou EPCI à fiscalité propre de référence.

Conformément aux règles applicables en matière de CET, cette exonération qui sera applicable aux créations et aux agrandissements d'entreprises intervenues à compter du 1er janvier 2021, sera applicable également à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour les mêmes exercices fiscaux.

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Fiscalité

### Mesures d'ajustement de la taxe de séjour

- pour la taxe de séjour forfaitaire, un abattement sur la capacité d'accueil des hébergements peut être instauré par délibération. Le taux d'abattement, fonction de la durée de la période d'ouverture de l'hébergement, est compris entre 10 et 80 % (contre 10 et 50 auparavant).
- le tarif de la taxe de séjour doit être fixé par délibération, prise avant le 1<sup>er</sup> juillet pour l'année à venir contre le 1<sup>er</sup> octobre avant la LFI 2021.
- pour la taxe de séjour reposant sur le nombre de nuitées facturées, les hébergements sans classement ou en attente de classement, n'entrant pas dans une catégorie de tarif, sont soumis à une taxe de séjour calculée proportionnellement (de 1 à 5 au coût de l'hébergement) Ce tarif ne pouvait pas dépasser le tarif le plus élevé des hébergements classés, sauf si ce dernier était inférieur au tarif plafond applicable aux hôtels 4 étoiles. La LFI retire la comparaison au tarif plafond des hôtels 4 étoiles.

### Décalage d'un an du compte financier unique (CFU)

La loi de finances 2019 introduisait le CFU (fusion du compte administratif et du compte de gestion) pour permettre une simplification des processus administratifs et une meilleure sincérité des comptes en regroupant l'ensemble des informations comptables dans un seul document.

L'expérimentation du CFU initialement prévue à partir de l'exercice 2020 pour une durée maximale de 1 an, est reportée à partir de l'exercice 2021.

Pour les collectivités déjà volontaires, le décalage d'un an est mis en œuvre de la façon suivante:

- celles devant commencer l'expérimentation à compter de l'exercice 2020 débiteront en 2021 (Nivillac)
- celles devant commencer l'expérimentation à compter de l'exercice 2021 débiteront en 2022 (ASB)



# 1-3 Mesures de la loi de finances 2021

## affectant Arc Sud Bretagne - Fiscalité

### Autres mesures diverses :

- Adaptation de la taxe d'aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols (article 141) :  
3 mesures : encourager davantage l'utilisation de la part départementale de la taxe d'aménagement affectée aux espaces naturels sensibles en y intégrant les opérations de renaturation; exonérer de taxe d'aménagement les places de stationnement intégrées au bâti pour réduire la surface au sol dédiée aux stationnements; majorer le taux de la taxe d'aménagement compris entre 1 et 5 %(décision de la collectivité) mais de façon très contrainte pour financer uniquement des travaux substantiels de voirie, de réseaux ou la création d'équipements publics généraux et pour un emploi destiné à des actions de renouvellement urbain
- Simplification de la TCFE Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (article 54) pour sa gestion et unification des tarifs au niveau national.
- Transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion des taxes d'urbanisme (article 155) : modification de l'exigibilité de la taxe d'aménagement actuellement fixée en fonction de la date d'autorisation d'urbanisme, elle serait décalée à l'achèvement des travaux.

### Suppression des taxes à faible rendement

Après la suppression de taxes à faible rendement (rendement annuel inférieur à 150 M€) en 2019 et en 2020 l'Etat poursuit sa volonté avec la disparition de nouvelles taxes en 2021 actée dans l'article 64 qui précise que « la compensation des pertes de recettes en résultant est assurée par le budget général de l'Etat, sous réserve de modalités particulières convenues entre les différents affectataires ».

De plus, l'article 121 supprime les taxes funéraires (sur les convois, les inhumations et les crémations), taxes facultatives mises en œuvre par les communes.

## 2- Tendances des finances locales

---

**2-1 : Résultats de clôture (déjà présenté note CA 2020)**

**2-2 : Analyse rétrospective des dépenses et des recettes réelles**

**2-3 : Ratios de gestion (déjà présenté note CA 2020)**

**2-4 : Encours de la dette budgets principal et annexes (déjà présenté note CA 2020)**

**2-5 : Charges de personnel**

# 2-1 Résultats de clôture Budget Principal

Budget principal	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
------------------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

Recettes de fonctionnement	16 123 742,24 €	16 086 648,89 €	16 668 262,10 €	16 743 136,26 €	16 888 251,16 €	16 641 209,34 €
Dépenses de fonctionnement	15 211 810,33 €	15 026 630,03 €	15 342 353,79 €	15 222 813,61 €	14 420 583,53 €	14 555 160,34 €
<b>RESULTAT FONCTIONNEMENT</b>	<b>911 931,91 €</b>	<b>1 060 018,86 €</b>	<b>1 325 908,31 €</b>	<b>1 520 322,65 €</b>	<b>2 467 667,63 €</b>	<b>2 086 049,00 €</b>
Excédent antérieur reporté	1 785 597,60 €	2 161 543,84 €	2 303 731,86 €	2 610 839,05 €	2 807 298,24 €	2 896 131,87 €
<b>RESULTAT au 31-12 avec report</b>	<b>2 697 529,51 €</b>	<b>3 221 562,70 €</b>	<b>3 629 640,17 €</b>	<b>4 131 161,70 €</b>	<b>5 274 965,87 €</b>	<b>4 982 180,87 €</b>

Recettes d'investissement	4 263 250,77 €	2 757 272,09 €	3 357 421,71 €	2 185 419,20 €	2 787 243,62 €	4 059 416,80 €
Dépenses d'investissement	3 427 697,57 €	3 307 347,34 €	2 591 150,15 €	2 893 509,88 €	2 970 840,48 €	3 107 705,28 €
<b>RESULTAT INVESTISSEMENT</b>	<b>835 553,20 €</b>	<b>-550 075,25 €</b>	<b>766 271,56 €</b>	<b>-708 090,68 €</b>	<b>-183 596,86 €</b>	<b>951 711,52 €</b>
Déficit antérieur reporté	-1 187 294,04 €	-351 740,84 €	-901 816,12 €	-135 544,56 €	-843 635,24 €	-1 027 232,10 €
<b>RESULTAT au 31-12 avec report</b>	<b>-351 740,84 €</b>	<b>-901 816,09 €</b>	<b>-135 544,56 €</b>	<b>-843 635,24 €</b>	<b>-1 027 232,10 €</b>	<b>-75 520,58 €</b>

<b>RESULTAT GENERAL</b>	<b>1 747 485,11 €</b>	<b>509 943,61 €</b>	<b>2 092 179,87 €</b>	<b>812 231,97 €</b>	<b>2 284 070,77 €</b>	<b>3 037 760,52 €</b>
Excédent/Déficit antérieur reporté	598 303,56 €	1 809 803,00 €	1 401 915,74 €	2 475 294,49 €	1 963 663,00 €	1 868 899,77 €
<b>RESULTAT DE CLOTURE</b>	<b>2 345 788,67 €</b>	<b>2 319 746,61 €</b>	<b>3 494 095,61 €</b>	<b>3 287 526,46 €</b>	<b>4 247 733,77 €</b>	<b>4 906 660,29 €</b>

Un excédent dégagé de 3 037 761 € sur l'exercice 2020 avec accroissement du résultat de clôture de 658 927 € permettant une capacité d'autofinancement accrue des projets d'investissement

# 2-1 Résultats de clôture Consolidé

Consolidé	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
<b>Budgets Principal et annexes</b>						
Recettes de fonctionnement	24 675 576,93 €	23 784 693,07 €	25 841 385,04 €	25 106 944,76 €	25 743 287,34 €	24 087 297,38 €
Dépenses de fonctionnement	22 766 959,92 €	23 139 464,55 €	22 064 254,01 €	23 397 223,16 €	22 944 509,58 €	21 722 794,86 €
<b>RESULTAT FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 908 617,01 €</b>	<b>645 228,52 €</b>	<b>3 777 131,03 €</b>	<b>1 709 721,60 €</b>	<b>2 798 777,76 €</b>	<b>2 364 502,52 €</b>
Excédent antérieur reporté	73 641,09 €	1 446 272,43 €	1 173 670,11 €	3 932 000,02 €	4 287 857,16 €	4 707 800,92 €
<b>RESULTAT au 31-12 avec report</b>	<b>1 982 258,10 €</b>	<b>2 091 500,95 €</b>	<b>4 950 801,14 €</b>	<b>5 641 721,62 €</b>	<b>7 086 634,92 €</b>	<b>7 072 303,44 €</b>
Recettes d'investissement	10 276 810,35 €	11 061 327,77 €	11 387 762,21 €	8 945 961,36 €	9 695 207,35 €	10 551 270,55 €
Dépenses d'investissement	9 706 287,77 €	11 320 658,45 €	13 254 186,03 €	9 776 519,12 €	9 491 584,10 €	9 493 598,61 €
<b>RESULTAT INVESTISSEMENT</b>	<b>570 522,58 €</b>	<b>-259 330,68 €</b>	<b>-1 866 423,82 €</b>	<b>-830 557,76 €</b>	<b>203 623,25 €</b>	<b>1 057 671,94 €</b>
Déficit antérieur reporté	-1 728 973,86 €	-1 158 451,28 €	-1 417 781,96 €	-3 284 205,78 €	-4 114 763,54 €	-3 911 140,29 €
<b>RESULTAT au 31-12 avec report</b>	<b>-1 158 451,28 €</b>	<b>-1 417 781,96 €</b>	<b>-3 284 205,78 €</b>	<b>-4 114 763,54 €</b>	<b>-3 911 140,29 €</b>	<b>-2 853 468,35 €</b>
<b>RESULTAT GENERAL</b>	<b>2 479 139,59 €</b>	<b>385 897,84 €</b>	<b>1 910 707,21 €</b>	<b>879 163,84 €</b>	<b>3 002 401,01 €</b>	<b>3 422 174,46 €</b>
Excédent/Déficit antérieur reporté	-1 655 332,77 €	287 821,15 €	-244 111,85 €	647 794,24 €	173 093,62 €	796 660,63 €
<b>RESULTAT DE CLOTURE</b>	<b>823 806,82 €</b>	<b>673 718,99 €</b>	<b>1 666 595,36 €</b>	<b>1 526 958,08 €</b>	<b>3 175 494,63 €</b>	<b>4 218 835,09 €</b>

## 6 budgets :

- 4 budgets en excédent de clôture : budget principal, budgets annexes Locations immobilières, Maison funéraire, SPANC
- 2 budgets en déficit de clôture : budgets annexes Transports scolaires et Parcs d'activités économiques

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

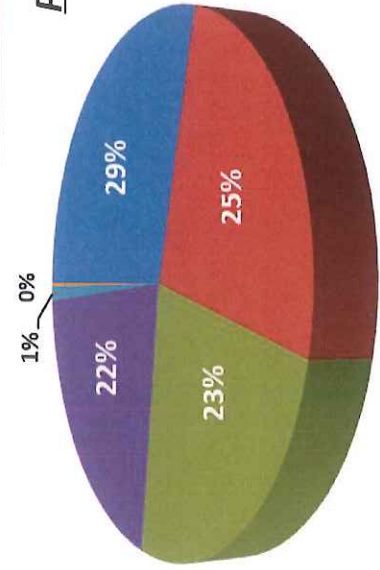
# 2-2 Analyse rétrospective

## des dépenses réelles et des recettes réelles (Budget Principal)

### Dépenses Réelles de Fonctionnement

Dépenses réelles de fonctionnement	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
011 Charges à caractère général <i>Evolution N-1/N en %</i>	4 036 112,39 €	3 892 115,75 € -3,57	4 176 237,89 € 7,30	4 096 408,21 € -1,91	3 962 870,11 € -3,26
012 Charges de personnel <i>Evolution N-1/N en %</i>	3 344 794,23 €	3 571 911,05 € 6,79	3 489 910,54 € -2,30	3 072 424,99 € -11,96	2 975 065,83 € -3,17
014 Atténuations de produits <i>Evolution N-1/N en %</i>	3 146 596,53 €	3 161 291,61 € 0,47	3 158 322,97 € -0,09	3 152 025,70 € -0,20	3 174 989,96 € 0,73
65 Autres charges de gestion courante <i>Evolution N-1/N en %</i>	3 328 064,44 €	3 359 542,83 € 0,95	2 951 556,65 € -12,14	3 096 086,09 € 4,90	3 324 630,53 € 7,38
66 Charges financières <i>Evolution N-1/N en %</i>	238 210,25 €	210 300,83 € -11,72	177 800,70 € -15,45	153 879,67 € -13,45	128 811,56 € -16,29
67 Charges exceptionnelles <i>Evolution N-1/N en %</i>	121 098,22 €	8 330,33 € -93,12	211 787,20 € 2 442,36	13 044,41 € -93,84	33 323,18 € 155,46
<b>TOTAL Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>14 214 876,06 €</b>	<b>14 203 492,40 €</b>	<b>14 165 615,95 €</b>	<b>13 583 869,07 €</b>	<b>13 599 691,17 €</b>
<i>Evolution N-1/N en %</i>		-0,08	-0,27	-4,11	0,12

### Part des dépenses réelles 2020



- 011 Charges à caractère général
- 65 Autres charges de gestion courante
- 014 Atténuations de produits
- 012 Charges de personnel
- 66 Charges financières
- 67 Charges exceptionnelles

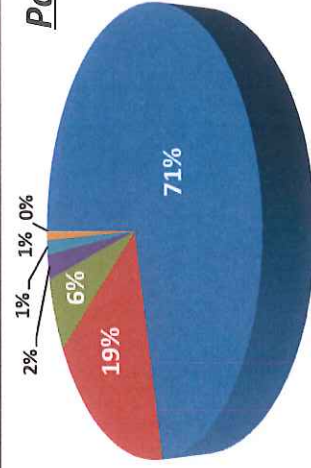
# 2-2 Analyse rétrospective

## des dépenses et des recettes réelles (Budget Principal)

### Recettes Réelles de Fonctionnement

Recettes réelles de fonctionnement	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
013 Atténuations de charges	206 242,05 €	288 194,50 €	216 200,63 €	96 040,11 €	116 820,69 €
Evolution N-1/N en %		39,74	-24,98	-55,58	21,64
70 Produits du service des domaines	1 376 778,76 €	1 460 157,88 €	1 674 759,97 €	1 512 456,65 €	1 018 889,82 €
Evolution N-1/N en %		6,06	14,70	-9,69	-32,63
73 Impôts et taxes	10 461 033,59 €	10 819 878,93 €	11 080 083,45 €	11 668 812,94 €	11 755 542,57 €
Evolution N-1/N en %		3,43	2,40	5,31	0,74
74 Dotations subventions participations	3 423 747,44 €	3 292 128,45 €	3 177 460,24 €	3 157 034,36 €	3 108 577,67 €
Evolution N-1/N en %		-3,84	-3,48	-0,64	-1,53
75 Autres produits de gestion courantes	238 392,84 €	240 025,28 €	198 899,34 €	252 280,35 €	209 323,72 €
Evolution N-1/N en %		0,68	-17,13	26,84	-17,03
76 Produits financiers	1 635,89 €	13 456,39 €	12 802,40 €	18 381,68 €	11 355,15 €
Evolution N-1/N en %		722,57	-4,86	43,58	-38,23
77 Produits exceptionnels	265 262,68 €	440 770,04 €	60 094,69 €	111 679,08 €	345 130,12 €
Evolution N-1/N en %		66,16	-86,37	85,84	209,04
<b>TOTAL Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>15 973 093,25 €</b>	<b>16 554 611,47 €</b>	<b>16 420 300,72 €</b>	<b>16 816 685,17 €</b>	<b>16 565 639,74 €</b>
Evolution N-1/N en %		3,64	-0,81	2,41	-1,49

### Part des recettes réelles 2020



■ 73 Impôts et taxes

■ 74 Dotations subventions participations

■ 70 Produits du service des domaines

■ 77 Produits exceptionnels

■ 75 Autres produits de gestion courantes

■ 013 Atténuations de charges

■ 76 Produits financiers

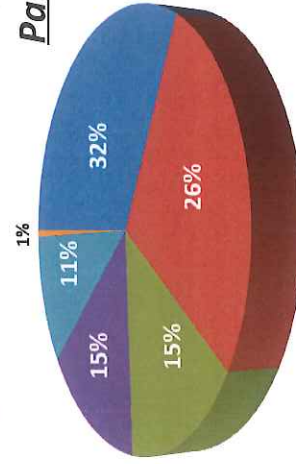
## 2-2 Analyse rétrospective

### des dépenses et des recettes réelles (Budget Principal)

#### Dépenses Réelles d'Investissement

Dépenses d'investissement	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
13 Subvention d'investissement	5 678,82 €	246 583,64 €	2 518,71 €		
<i>Evolution N-1/N en %</i>		<b>4 242,16</b>	<b>-98,98</b>	<b>-100,00</b>	<b>0,00</b>
16 Emprunts et dettes assimilées	865 619,13 €	853 070,64 €	1 636 381,56 €	817 494,46 €	797 775,33 €
<i>Evolution N-1/N en %</i>		<b>-1,45</b>	<b>91,82</b>	<b>-50,04</b>	<b>-2,41</b>
20 Immobilisations incorporelles	548,40 €	9 963,60 €	21 860,25 €	2 160,00 €	17 875,99 €
<i>Evolution N-1/N en %</i>		<b>1 716,85</b>	<b>119,40</b>	<b>-90,12</b>	<b>727,59</b>
204 Subventions d'équipement versées	255 658,18 €	548 146,39 €	155 860,88 €	1 076 155,72 €	981 237,71 €
<i>Evolution N-1/N en %</i>		<b>114,41</b>	<b>-71,57</b>	<b>590,46</b>	<b>-8,82</b>
21 Immobilisations corporelles	964 618,39 €	785 984,48 €	393 370,53 €	445 928,12 €	443 066,99 €
<i>Evolution N-1/N en %</i>		<b>-18,52</b>	<b>-49,95</b>	<b>13,36</b>	<b>-0,64</b>
23 Immobilisations en cours	425 953,14 €	56 620,22 €	51 545,61 €	268 755,48 €	447 465,67 €
<i>Evolution N-1/N en %</i>		<b>-86,71</b>	<b>-8,96</b>	<b>421,39</b>	<b>66,50</b>
26 Participations et créances		100,00 €			
<i>Evolution N-1/N en %</i>			<b>0,00</b>	<b>-100,00</b>	<b>0,00</b>
27 Autres immobilisations financières			308 000,00 €	300 000,00 €	327 942,00 €
<i>Evolution N-1/N en %</i>				<b>-2,60</b>	<b>9,31</b>
<b>TOTAL Dépenses réelles d'investissement</b>	<b>2 518 076,06 €</b>	<b>2 500 468,97 €</b>	<b>2 569 637,54 €</b>	<b>2 910 493,78 €</b>	<b>3 015 363,69 €</b>
<i>Evolution N-1/N en %</i>		<b>-0,70</b>	<b>2,77</b>	<b>13,26</b>	<b>3,60</b>

#### Part des dépenses réelles 2020



- 204 Subventions d'équipement versées
- 16 Emprunts et dettes assimilées
- 23 Immobilisations en cours
- 21 Immobilisations corporelles
- 27 Autres immobilisations financières
- 20 Immobilisations incorporelles

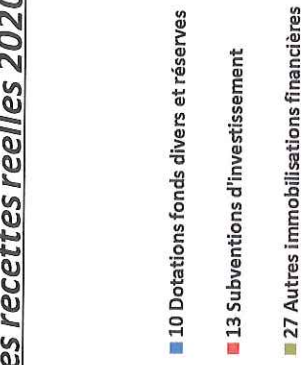
# 2-2 Analyse rétrospective

## des dépenses et des recettes réelles (Budget Principal)

### Recettes Réelles d'Investissement

Recettes réelles d'investissement	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
10 Dotations fonds divers et réserves <i>Evolution N-1/N en %</i>	632 239,67 €	1 124 195,84 € 77,81	1 051 063,12 € -6,51	1 458 285,46 € 38,74	2 499 670,00 € 71,41
13 Subventions d'investissement <i>Evolution N-1/N en %</i>	96 368,63 €	528 963,16 € 448,90	44 495,79 € -91,59	463 789,91 € 942,32	540 982,90 € 16,64
16 Emprunts et dettes assimilées <i>Evolution N-1/N en %</i>		500 165,00 €	75,00 € -99,99	-100,00	0,00
204 Subvention d'équipement versée <i>Evolution N-1/N en %</i>	13 841,50 €	-100,00			
21 immobilisations corporelles <i>Evolution N-1/N en %</i>		14 136,78 €		193,80 €	
23 immobilisations en cours <i>Evolution N-1/N en %</i>		13 122,85 €	-100,00		-100,00
27 Autres immobilisations financières <i>Evolution N-1/N en %</i>		42 428,29 €	-100,00	42 979,28 € 0,64	46 522,74 € 8,24
<b>TOTAL Recettes réelles d'investissement</b>	<b>742 449,80 €</b>	<b>2 223 011,92 €</b> 199,42	<b>1 138 334,74 €</b> -48,79	<b>1 965 248,45 €</b> 72,64	<b>3 087 175,64 €</b> 57,09

Part des recettes réelles 2020





# 2-3 : Ratios de gestion

## Capacité d'Autofinancement

BUDGET PRINCIPAL	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Recettes Réelles de Fonctionnement	15 698 285,33 €	15 875 237,35 €	16 140 463,63 €	16 380 264,72 €	16 757 554,17 €	16 399 402,74 €
Dépenses Réelles de Fonctionnement	14 429 471,48 €	14 214 876,06 €	14 203 492,40 €	14 165 615,95 €	13 583 869,07 €	13 599 691,17 €
<b>CAF Brute</b>	<b>1 268 813,85 €</b>	<b>1 660 361,29 €</b>	<b>1 936 971,23 €</b>	<b>2 214 648,77 €</b>	<b>3 173 685,10 €</b>	<b>2 799 711,57 €</b>
CAF Brute en % des RRF (15%)	8,08	10,46	12,00	13,52	18,94	17,07
<b>Annuité en capital de la dette</b>	<b>1 672 187,56 €</b>	<b>865 619,13 €</b>	<b>853 070,64 €</b>	<b>1 636 381,56 €</b>	<b>817 494,46 €</b>	<b>797 775,33 €</b>
Dont Prêt relais (In fine sur 3 ans)	800 000,00 €			800 000,00 €		
<b>CAF Nette</b>	<b>-403 373,71 €</b>	<b>794 742,16 €</b>	<b>1 083 900,59 €</b>	<b>578 267,21 €</b>	<b>2 356 190,64 €</b>	<b>2 001 936,24 €</b>
CAF Nette en % RRF (5 à 7%)	-2,57	5,01	6,72	3,53	14,06	12,21
BUDGETS PRINCIPAL ET ANNEXES	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Recettes Réelles de Fonctionnement	18 466 734,67 €	18 809 087,36 €	19 123 792,70 €	18 275 244,61 €	19 585 646,12 €	18 302 896,26 €
Dépenses Réelles de Fonctionnement	16 308 508,54 €	16 135 143,52 €	16 005 419,30 €	15 995 722,24 €	15 572 928,82 €	14 581 546,69 €
<b>CAF Brute</b>	<b>2 158 226,13 €</b>	<b>2 673 943,84 €</b>	<b>3 118 373,40 €</b>	<b>2 279 522,37 €</b>	<b>4 012 717,30 €</b>	<b>3 721 349,57 €</b>
CAF Brute en % des RRF (15%)	11,69	14,22	16,31	12,47	20,49	20,33
<b>Annuité en capital de la dette</b>	<b>1 965 070,74 €</b>	<b>1 862 964,61 €</b>	<b>4 717 865,49 €</b>	<b>2 220 701,95 €</b>	<b>1 259 110,28 €</b>	<b>1 625 470,07 €</b>
Dont Prêt relais (In fine sur 3 ans)	800 000,00 €	700 000,00 €	3 450 000,00 €	800 000,00 €		500 000,00 €
<b>CAF Nette</b>	<b>193 155,39 €</b>	<b>810 979,23 €</b>	<b>-1 599 492,09 €</b>	<b>58 820,42 €</b>	<b>2 753 607,02 €</b>	<b>2 095 879,50 €</b>
CAF Nette en % RRF (5 à 7%)	1,05	4,31	-8,36	0,32	14,06	11,45

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

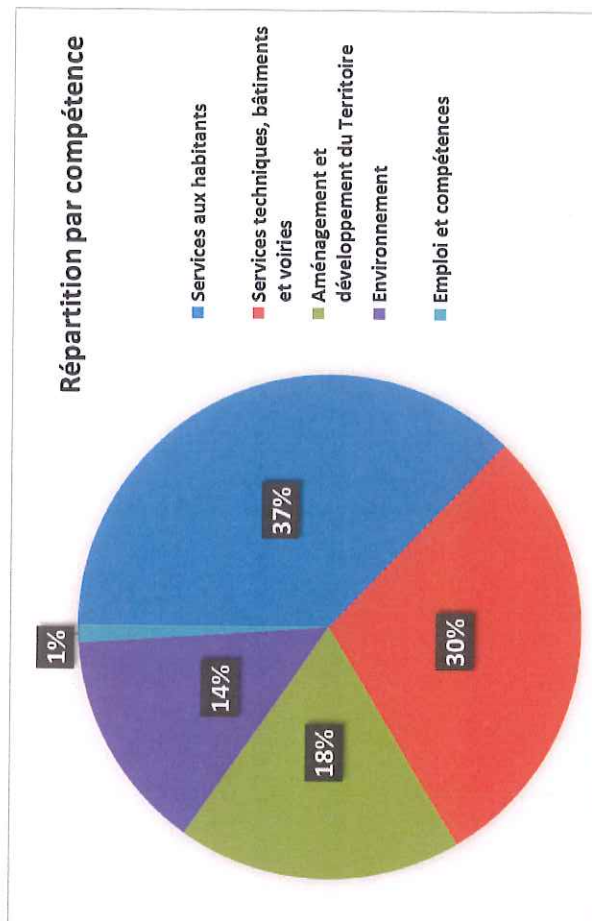
ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 2-4 : Etat de la dette Budget Principal

DETTE BUDGET PRINCIPAL		Montant
Capital restant dû au 01/01/2020		5 098 297,56 €
Amortissement de la dette en 2020		-797 775,33 €
Ajustement fin d'amortissement de dette		0,01 €
Nouveaux emprunts en 2020		0,00 €
Capital restant dû au 31/12/2020		4 300 522,24 €

ETAT DETTE par compétence (Budget principal)	Capital restant dû au 31/12/2020	%
<b>Services aux habitants</b>	<b>1 595 708,24 €</b>	<b>37,10%</b>
Equipements sportifs	998 243,26 €	
Accueil de loisirs Vacances à la carte	261 666,73 €	
Résidence personnes âgées	202 723,36 €	
Restaurant scolaire	83 333,20 €	
Maisons de la Solidarité	49 741,69 €	
<b>Technique Bâtiments et voiries</b>	<b>1 260 521,62 €</b>	<b>29,31%</b>
Voies communales	762 621,19 €	
Bâtiments communaux	462 449,84 €	
Fauchage débroussaillage	22 500,02 €	
Gens du voyage	12 950,57 €	
<b>Aménagement et développement du Territoire</b>	<b>786 957,47 €</b>	<b>18,30%</b>
Développement économique	405 522,38 €	
Tourisme	381 435,09 €	
<b>Environnement</b>	<b>610 211,32 €</b>	<b>14,19%</b>
Déchets	610 211,32 €	
<b>Emploi et compétences</b>	<b>47 123,59 €</b>	<b>1,10%</b>
Chantiers d'insertion	47 123,59 €	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 300 522,24 €</b>	<b>100,00%</b>

**Dette par habitant au 31/12/2020** (Pop. INSEE dc) :  
**153,90 €** (182,46 € en 2019)



Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

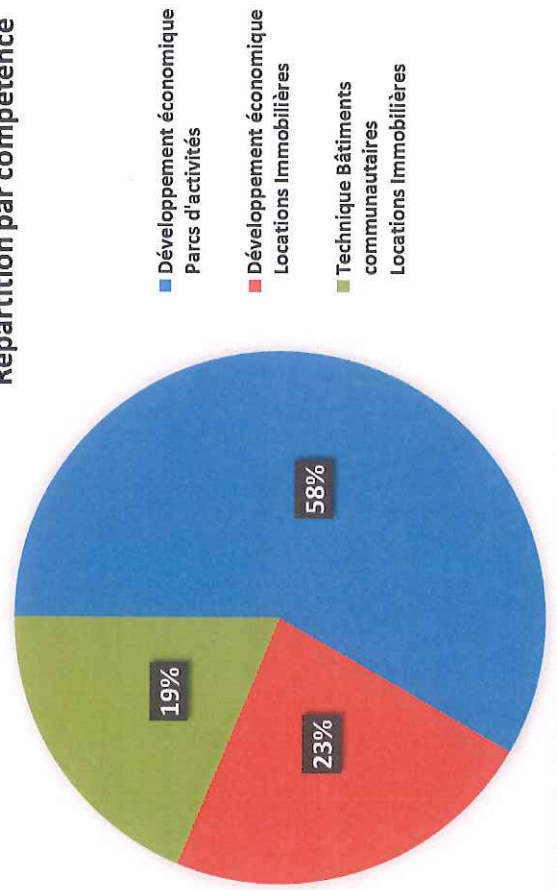
# 2-4 : Etat de la dette Budgets annexes

DETTES BUDGETS ANNEXES	BA Locations Immobilières	BA Parcs activités	Montant TOTAL
Capital restant dû au 01/01/2020	1 350 611,65 €	2 407 307,10 €	3 757 918,75 €
Amortissement de la dette en 2019	-121 612,94 €	-689 047,06 €	-810 660,00 €
Ajustement fin d'amortissement de dette			0,00 €
Nouveaux emprunts en 2019			0,00 €
Capital restant dû au 31/12/2020	1 228 998,71 €	1 718 260,04 €	2 947 258,75 €

**Dette par habitant au 031/12/2020 (Pop. INSEE dc) : 105,47 € (134,48 € en 2019)**

ETAT DETTE par compétence (Budgets annexes)	Capital restant dû au 31/12/2020	%
Développement économique Parcs d'activités	1 718 260,04 €	58,30%
Aménagement des parcs d'activités	1 718 260,04 €	
Développement économique Locations Immobilières	674 943,45 €	22,90%
Ateliers d'art	122 461,37 €	
Ateliers relais	429 568,64 €	
Locaux commerciaux	76 689,50 €	
Pépinière d'entreprises	46 223,94 €	
Technique Bâtiments communautaires Locations Immobilières	554 055,26 €	18,80%
Logements	38 111,41 €	
Cinéma	515 943,85 €	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 947 258,75 €</b>	<b>100,00%</b>

Répartition par compétence



Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

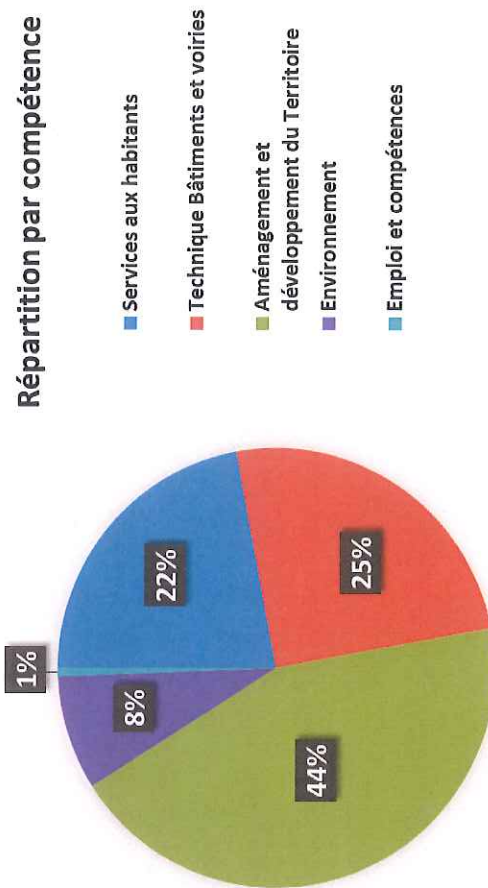
ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

## 2-4 : Etat de la dette Consolidé (Budgets principal et annexes)

DETTE EN CONSOLIDEE	Montant
Capital restant dû au 01/01/2020	8 856 216,31 €
Amortissement de la dette en 2019	-1 608 435,33 €
Ajustement fin d'amortissement de dette	0,01 €
Nouveaux emprunts en 2020	0,00 €
<b>Capital restant dû au 31/12/2020</b>	<b>7 247 780,99 €</b>

**Dette par habitant au 31/12/2020** (Pop. INSEE dc) : **259,38 €** (316,94 € en 2019)

ETAT DETTE par compétence Consolidé	Capital restant dû au 31/12/2020	%
Services aux habitants	1 595 708,24 €	22,02%
Technique Bâtiments et voiries	1 814 576,88 €	25,04%
Aménagement et développement du Territoire	3 180 160,96 €	43,88%
Environnement	610 211,32 €	8,42%
Emploi et compétences	47 123,59 €	0,65%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7 247 780,99 €</b>	<b>100,00%</b>



Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

## 2-4 : Etat de la dette Consolidé

Ré-endettement / Désendettement	Budget Principal	Budget Annexe Locations Immobilières	Budget Annexe Parcs d'activités	TOTAL Consolidé
<b>Encours de la dette au 31 décembre 2014</b>	<b>9 492 915 €</b>	<b>2 246 797 €</b>	<b>4 729 774 €</b>	<b>16 469 486 €</b>
2015 Désendettement	-722 082 €	-178 513 €	-101 700 €	-1 002 295 €
2016 Désendettement	-865 619 €	769 680 €	-804 614 €	-900 553 €
2017 Désendettement	-353 071 €	-741 206 €	-1 006 504 €	-2 100 781 €
2018 Désendettement	-1 636 352 €	-210 877 €	-209 306 €	-2 056 535 €
2019 Désendettement	-817 495 €	-535 269 €	-200 343 €	-1 553 107 €
2020 Désendettement	-797 775 €	-121 613 €	-689 047 €	-1 608 435 €
<b>TOTAL Désendettement sur 6 ans</b>	<b>-5 192 393 €</b>	<b>-1 017 799 €</b>	<b>-3 011 514 €</b>	<b>-9 221 706 €</b>
<b>Encours de la dette au 31 décembre 2020</b>	<b>4 300 522 €</b>	<b>1 228 999 €</b>	<b>1 718 260 €</b>	<b>7 247 781 €</b>

Un désendettement de 9,2 M€ sur 6 ans ( -56%) dont 4,9 M€ de prêts relais

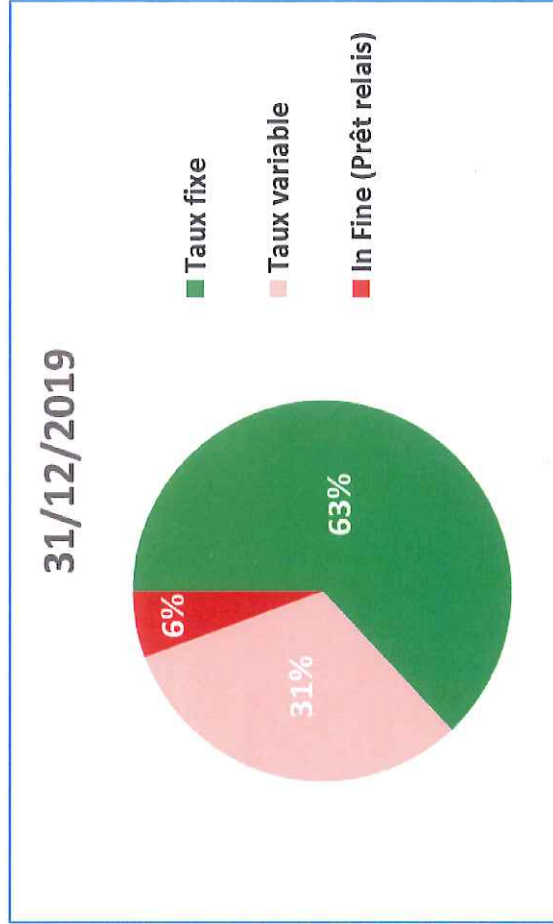
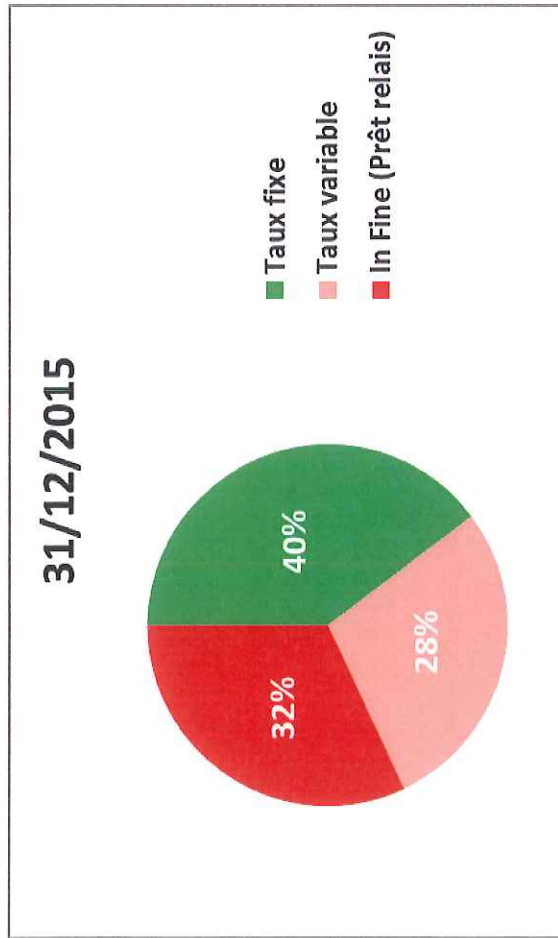
Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

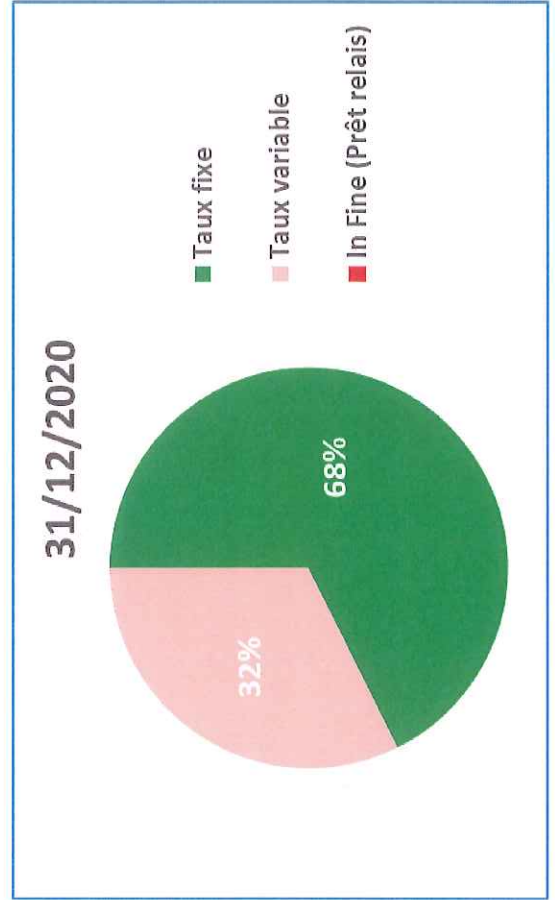
Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

## 2-4 : Etat dette Consolidé structure



*Au 31/12/2020: totalité des prêts relais remboursés*



Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 2-4 : Etat de la dette Ratios

## Capacité de désendettement

Ce ratio traduit le nombre d'années de CAF qui seraient nécessaires au remboursement de la dette, si elles y étaient totalement consacrées. On estime qu'au-delà de 10 ans, la capacité de remboursement est faible.

BUDGET PRINCIPAL	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Encours total de la dette au 31/12 de l'année	8 770 833,49 €	7 905 214,36 €	7 552 143,72 €	5 915 792,16 €	5 098 297,56 €	4 300 522,24 €
CAF Brute	1 268 813,85 €	1 660 361,29 €	1 936 971,23 €	2 214 648,77 €	3 173 685,10 €	2 799 711,57 €
Capacité de remboursement de la dette	6,91	4,76	3,90	2,67	1,61	1,54

CONSOLIDE (Budgets principal et annexes)	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Encours total de la dette au 31/12 de l'année	15 467 191,59 €	14 566 638,39 €	12 465 857,91 €	10 409 322,86 €	8 856 216,32 €	7 247 780,99 €
CAF Brute	2 158 226,13 €	2 673 943,84 €	3 118 373,40 €	2 279 522,37 €	4 012 717,30 €	3 721 349,57 €
Capacité de remboursement de la dette	7,17	5,45	4,00	4,57	2,21	1,95

## Poids de la dette (inférieur à 15%)

BUDGET PRINCIPAL	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Annuité de la dette	1 672 187,56 €	865 619,13 €	853 070,64 €	1 636 381,56 €	817 495,00 €	797 775,33 €
Recettes réelles de fonctionnement	15 698 285,33 €	15 875 237,35 €	16 140 463,63 €	16 380 264,72 €	16 757 554,17 €	16 399 402,74 €
Poids de la dette en %	10,65	5,45	5,29	9,99	4,88	4,86
CONSOLIDE (Budgets principal et annexes)	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Annuité de la dette	1 965 070,74 €	1 862 964,61 €	4 717 865,49 €	2 220 701,95 €	1 259 110,28 €	1 608 435,33 €
Recettes réelles de fonctionnement	18 466 734,67 €	18 809 087,36 €	19 123 792,70 €	18 275 244,61 €	19 585 646,12 €	18 302 896,26 €
Poids de la dette en %	10,64	9,90	24,67	12,15	6,43	8,79

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 2-4 : Etat dette Consolidé par habitant

Ratios endettement		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Budget Principal							
<i>Nombre habitants INSEE dc</i>		26 665	26 992	27 279	27 562	27 767	27 942
Encours de la dette au 31/12		8 770 833 €	7 905 214 €	7 552 144 €	5 915 792 €	5 098 298 €	4 300 522 €
Dette par habitant		<b>329 €</b>	<b>293 €</b>	<b>277 €</b>	<b>215 €</b>	<b>184 €</b>	<b>154 €</b>
Annuité de la dette		1 672 188 €	865 619 €	853 071 €	1 636 382 €	817 495 €	797 775 €
Annuité par habitant		<b>63 €</b>	<b>32 €</b>	<b>31 €</b>	<b>59 €</b>	<b>29 €</b>	<b>29 €</b>

Ratios endettement		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Budgets consolidés (Principal et annexes)							
<i>Nombre habitants INSEE</i>		26 665	26 992	27 279	27 562	27 767	27 942
Encours de la dette au 31/12		15 467 192 €	14 566 638 €	12 465 858 €	10 409 323 €	8 856 216 €	7 247 781 €
Dette par habitant		<b>580 €</b>	<b>540 €</b>	<b>457 €</b>	<b>378 €</b>	<b>319 €</b>	<b>259 €</b>
Annuité de la dette		1 965 071 €	1 862 965 €	4 717 865 €	2 220 702 €	1 259 110 €	1 608 435 €
Annuité par habitant		<b>74 €</b>	<b>69 €</b>	<b>173 €</b>	<b>81 €</b>	<b>45 €</b>	<b>58 €</b>

## Situation Endettement au **31/12/2019** EPCI même strate

DGFIP	Nombre hab	Encours dette totale par hab	Encours dette bancaire par hab	Annuité par hab
Etat de la dette au 31/12/2019				
Données consolidées (Même strate)				
CC Cote d'Emeraude (35)	31 767	138 €	110 €	12 €
CC Presqu'île de Crozon (29)	23 877	164 €	167 €	21 €
CC Lesneven (29)	28 248	240 €	235 €	10 €
Questembert Com. (56)	23 866	269 €	268 €	25 €
Liffré Cormier Communauté (35)	26 181	346 €	346 €	30 €
<b>Arc Sud Bretagne</b>	<b>27 767</b>	<b>357 €</b>	<b>329 €</b>	<b>52 €</b>
CC Pleyben Chateaulin Porzay (29)	24 330	527 €	436 €	25 €
CC Pays de Dol (35)	24 141	605 €	556 €	37 €
CC St Méen Montauban (35)	27 007	617 €	317 €	33 €
CC Pays Fouesnantais (29)	28 491	890 €	862 €	106 €



# 2-5 : Charges de personnel

## Evolution 2016-2020 :

Dépenses de personnel	CA	CA	CA	CA	CA	Evolution 2019-2020 en euros	en %
	2016	2017	2018	2019	2020		
Salaires (charges comprises)	2 976 457,64 €	3 122 176,20 €	3 066 242,49 €	2 745 498,17 €	2 661 878,60 €	-83 619,57 €	-3,05
Emplois d'insertion	224 864,33 €	212 572,01 €	194 807,12 €	161 002,66 €	153 416,64 €	-7 586,02 €	-4,71
Personnel extérieur	27 820,25 €	134 238,73 €	98 978,79 €	31 202,06 €	36 721,64 €	5 519,58 €	17,69
Assurance du personnel	77 849,46 €	75 401,04 €	97 381,17 €	96 948,01 €	85 451,89 €	-11 496,12 €	-11,86
Versement oeuvres sociales CNAS	18 710,20 €	18 280,16 €	18 450,00 €	16 767,00 €	17 172,00 €	405,00 €	2,42
Médecine du travail	4 668,90 €	9 242,91 €	10 047,81 €	8 887,32 €	8 352,16 €	-535,16 €	-6,02
Autres charges (K décès validation services)	14 423,45 €					-46,87 €	-0,39
Indemnités chômage			3 858,64 €	12 119,77 €	12 072,90 €		
<b>TOTAL dépenses de personnel</b>	<b>3 344 794,23 €</b>	<b>3 571 911,05 €</b>	<b>3 489 766,02 €</b>	<b>3 072 424,99 €</b>	<b>2 975 065,83 €</b>	<b>-97 359,16 €</b>	<b>-3,17</b>

Remboursements sur rémunérations	CA	CA	CA	CA	CA	Evolution 2019-2020 en euros	en %
	2016	2017	2018	2019	2020		
Remboursement charges SS	206 242,05 €	288 194,50 €	216 200,63 €	96 040,11 €	116 820,69 €	20 780,58 €	21,64
Aides contrats d'insertion	250 323,10 €	250 602,36 €	230 108,57 €	191 890,50 €	138 405,84 €	-53 484,66 €	-27,87
Remboursement emplois mutualisés communes	26 066,51 €	26 674,96 €	26 577,94 €	30 319,12 €	41 101,68 €	10 782,56 €	35,56
<b>TOTAL Remboursements</b>	<b>482 631,66 €</b>	<b>565 471,82 €</b>	<b>472 887,14 €</b>	<b>318 249,73 €</b>	<b>296 328,21 €</b>	<b>-21 921,52 €</b>	<b>-6,89</b>

Bilan	Evolution 2016-2020		Evolution 2019-2020	
	en euros	en %	en euros	en %
	-183 424,95 €	-6,4	-75 437,64 €	-2,74

Envoyé en préfecture le 18/03/2021  
 Reçu en préfecture le 18/03/2021  
 Affiché le  
 ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

**En 2020, une diminution de 2,74% du coût restant en charges de personnel (- 75 438 €) due à l'impact de la crise sanitaire (rémunération personnel temporaire et en insertion) et à la baisse des cotisations pour assurances risques statutaires suite à la sortie du calcul des cotisations des agents transférés au PETR de Ploërmel EAEM).**

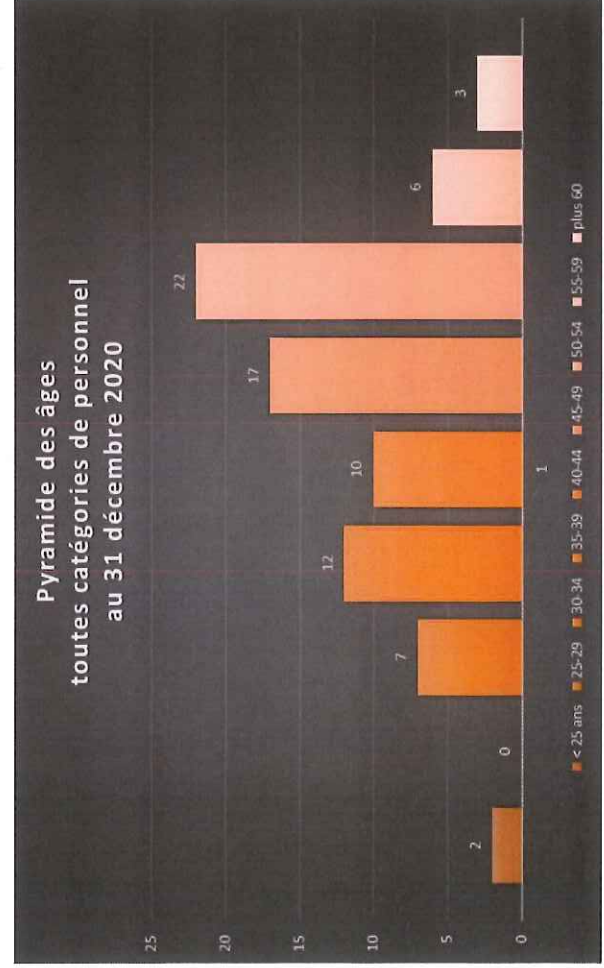
# 2-5 : Charges de personnel

## Evolution des effectifs :

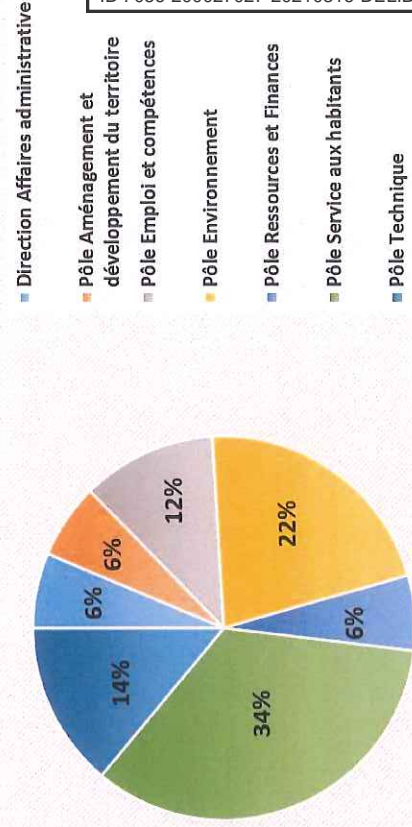
Année	Postes Tableau des effectifs	EMPLOIS PERMANENTS POURVUS au 31 décembre			Equivalent ETP
		Temps complet	Temps non complet	TOTAL	
2014	88	70	14	84	78,90
2015	87	67	14	81	75,8
2016	85	67	15	82	76,28
2017	86	68	15	83	77,49
2018	82	60	16	76	70,73
2019	75	54	14	68	63,11
2020	74	54	13	67	63,38

Année	STATUTS EN ETP				TOTAL
	Titulaire		Non titulaire		
	Nombre	%	Nombre	%	
2014	73,15	92,71	5,75	7,29	78,90
2015	70,05	92,41	5,75	7,59	75,80
2016	68,37	89,63	7,91	10,37	76,28
2017	70,38	90,82	7,11	9,18	77,49
2018	61,20	86,53	9,53	13,47	70,73
2019	58,92	93,36	4,19	6,64	63,11
2020	60,38	95,27	3,00	4,73	63,38

**Evolutions 2020 du tableau des effectifs :** suppression postes responsable transports scolaires, assistant administratif affaires scolaires 31,5/35e, directeur piscine et création postes assistant administratif affaires et transports scolaires, responsable sports.



Répartition des effectifs par pôle  
toutes catégories de personnel



Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 2-5 : Charges de personnel

## Agents permanents - Modifications / évolutions 2020/2021

Pôle	Service	Emploi	Motif
Pôle Emploi et Compétences, RH	Ressources humaines	Assistante RH	Reprise à TC à compter du 01/01/2021
	Restaurant scolaire	Agent de surveillance	poste vacant suite démission titulaire
Pôle Service aux habitants	Sports	Responsable sports	poste vacant suite départ à la retraite
	Déchets	Responsable d'exploitation	Suppression poste de directeur piscine, création poste temps partiel de droit 80% à compter du 04/01/2021

## Remplacements personnel titulaire

pôle	Service	Emploi	Absence
Pôle Emploi et compétences	MSAP	Agent d'accueil et de conseil emploi	depuis le 07/01/19, remplacé
		Agent chargé des gens du voyages, de la maison funéraire, de la sécurité transports scolaires, ACMO	En disponibilité depuis le 16/07/20, non remplacé
Pôle Services aux habitants	Solidarité	Responsable de service	depuis le 02/07/16, remplacé à 80% depuis le 19/09/16
Pôle Environnement	Déchets	Maîtresse de maison	depuis le 05/08/20, remplacé
Pôle Technique	Technique	Assistante administrative	En disponibilité depuis 28/02/18, remplacée
Pôle Services aux habitants /	Restaurant scolaire /	Agent technique	depuis le 19/11/2020, remplacé
Pôle Technique	Technique	Agent de surveillance, entretien des locaux	Départ à la retraite au 01/10/20, remplacé en interne et par un renfort

## Agents en renfort / saisonniers

Pôle	Service	Emploi
Affaires générales	Administratif	Agent d'accueil 27/35e
		Agent d'accueil à 50%
Pôle Environnement	Déchets	Agents techniques 2085 h prévues en 2021 (remplacements congés, PFDV, brigade verte)
Pôle Services aux habitants	Résidences	Renfort midi 6,5/35 en 2021
Pôle Services aux habitants	VAC	Animateurs 3018 h en 2020

## Projets inscrits dans le DOB 2021

Pôle	Service	Emploi
Pôle Aménagement	Aménagement	Chargé de mission développement durable mobilité PCAET 12 mois
	Transition écologique	Chargé de mission agriculture alimentaire si candidature AAP Adème ACTE retenue
Pôle Ressources et Finances	Marchés, RGPD	Assistante administrative RGPD 12 mois
Pôle Environnement	SPANC	Renfort administratif 6 mois mise à jour bases données

## Mutualisation

Structure	2016	2017	2018	2019	2020
Communication 3 Communes (Ambon, Noyal-Muzillac Péaul e) : 0,83 ETP depuis 2013	26 066,50 €	26 674,96 €	26 577,94 €	25 396,62 €	25 615,55 €
SDIS : 0,35 ETP	11 178,02 €	11 544,71 €	11 261,94 €	11 695,84 €	6 411,80 €
RDGP 11 Communes et 3 syndicats : 1 ETP Assistance administrative depuis sept 2019				4 922,50 €	15 486,13 €
EPIC Office de tourisme : 1 ETP jusqu'au 30/06/18 et 1 ETP jusqu'au 30/09/18	64 298,05 €	74 480,57 €	43 729,35 €		
<b>TOTAL</b>	<b>101 542,57 €</b>	<b>112 700,24 €</b>	<b>81 569,23 €</b>	<b>42 014,96 €</b>	<b>47 513,48 €</b>

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 2-5 : Charges de personnel

## Temps de travail

Congés : 25 jours de congés + 2 jours fractionnés (en fonction de la période)

Régime RTT : 38h45 hebdo = 22 RTT/an

Temps de travail annuel : 1607 heures

Suivi des absences pour arrêts en nombre de jours	2018	Part 2018 en %	2019	part 2019 en %	2020	Part 2020 en %
Temps de travail	23 850		22 623		21 609	
Absences	2 758	12%	2 050	9%	2 148	10%
Remplacements	1 899	8%	641	3%	1 056	5%

## Régime indemnitaire (passage au RIFSEEP au 01/01/17)

Modification lors du conseil communautaire de décembre 2020.

## Prime de fonction (mensuelle) / IFSE

Cotation	Montant (en fct tps de travail)
1	780 €
2	680 €
3	580 €
4	480 €
5	400 €
6	320 €
7	240 €
8	180 €
9	120 €

## Prime de résultat (annuelle) / CIA

Niveau	Montant (en fonction tps de travail + niveau de contribution)
1	0 à 800€
2	0 à 700 €
3	0 à 600 €
4	0 à 500 €
5	0 à 400 €

Prime SIVOM = 83,33€/mois versée aux anciens agents SIVOM La Roche-Bd

- + IFSE Régies, Prime de responsabilité DGS, Indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHST)
- + indemnité différentielle pour les agents ayant un RI + avantages lors de la création du RI ASB en avril 2013
- Revalorisation d'échelon pour les contractuels selon leur ancienneté

## Politique sociale

Adhésion au CNAS (coût: 17 172 € en 2020)

Avantages en nature: repas pour les agents du restaurant scolaire et des chantiers d'insertion  
Participation employeur prévoyance de 13€ - proratisé en fonction du temps de travail

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 3- Orientations budgétaires 2021

---

- 3-1 : Evolution des ressources et particulièrement celles des dotations de l'Etat**
- 3-2 : Revalorisation des bases fiscales**
- 3-3 : Relations financières avec les communes**
- 3-4 : Bilan PFI 2018-2020**
- 3-5 : Projets DOB 2021 en proposition d'inscription au budget principal**
- 3-6 : Projets DOB 2021 en proposition d'inscription aux budgets annexes**
- 3-7 : Besoins et moyens de financement**
- 3-8 : Stratégie en matière de dette**
- 3-9 : Recettes et dépenses réelles prévisionnelles 2021**

# 3-1 Evolution des ressources, particulièrement celles des dotations de l'Etat

Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) : prévision de – 1,03 % en 2020

Dotation d'intercommunalité : stabilité, -0,33%

Dotation de compensation : Ecrêtement de - 2 % (financement réforme DI)

Dotation Globale de Fonctionnement	2016	2017	2018	2019	2020	DOB 2021	Evolution	
							en euros	en %
Dotation d'intercommunalité	879 082 €	743 794 €	679 314 €	717 520 €	739 458 €	737 000 €	-2 458 €	-0,33
Dotation de compensation	577 852 €	561 795 €	550 064 €	537 434 €	527 608 €	517 000 €	-10 608 €	-2,01
<b>TOTAL DGF</b>	<b>1 456 934 €</b>	<b>1 305 589 €</b>	<b>1 229 378 €</b>	<b>1 254 954 €</b>	<b>1 267 066 €</b>	<b>1 254 000 €</b>	<b>-13 066 €</b>	<b>-1,03</b>

Perte / Gain en euros	-290 400 €	-151 345 €	-76 211 €	-50 635 €	37 688 €	-13 066 €
Perte / Gain en %	-16,62	-10,39	-5,84	-3,88	3,07	-1,03

Perte cumulée 2013/2020	-784 049 €	-935 394 €	-1 011 605 €	-986 029 €	-973 917 €	-986 983 €
En %	-34,99	-41,74	-45,14	-44,00	-43,46	-44,04

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 3-1 Evolution des ressources, particulièrement celles des dotations de l'Etat

**Allocations compensatrices versées par l'Etat (réformes fiscalités) : prévision de – 14,39%**

ALLOCATIONS COMPENSATRICES	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	DOB 2021	Evolution	
						en €	en %
748312 DCRTP	2 738 €						
74832 Etat Compensation au titre CET (CVAE et CFE)	375 €	716 €	49 316 €	56 620 €	325 000 €	268 380 €	474,00
74833 Etat Compensation exonération TF	25 €	28 €	40 €	41 €	5 000 €	4 959 €	12 095,12
74834 Etat Compensation exonération TH	264 079 €	287 593 €	306 095 €	323 892 €	0 €	-323 892 €	-100,00
74836 Attribution FDTP	38 980 €	35 263 €	10 993 €	10 735 €	5 000 €	-5 735 €	-53,43
<b>TOTAL</b>	<b>306 197 €</b>	<b>323 600 €</b>	<b>366 444 €</b>	<b>391 288 €</b>	<b>335 000 €</b>	<b>-56 288 €</b>	<b>-14,39</b>

Dotations de compensation CET et TF : estimation impact modification de l'évaluation des valeurs locatives des établissements industriels  
 Dotation de compensation TH supprimée dans le panier fiscal Réforme TH Versement d'une fraction nationale de TVA (Chap 73)

**Participations et subventions : prévision de – 9,59 % (avec projets inscrits au DOB)**

Autres Dotations et participations	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	DOB 2021	Evolution	
						en €	en %
744 FCTVA	68 368 €	61 034 €	51 926 €	78 841 €	73 000 €	-5 841 €	-7,41
74126 Etat DGD				80 000 €		-80 000 €	-100,00
74712 Emplois d'avenir							
74718 Etat Autres	287 899 €	262 386 €	225 276 €	168 406 €	165 000 €	-3 406 €	-2,02
7472 Région		2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	0 €	0,00
7473 Départements	402 433 €	454 973 €	280 596 €	247 681 €	228 000 €	-19 681 €	-7,95
74741 Communes membres du GFP	77 852 €	79 062 €	83 665 €	60 891 €	68 211 €	7 320 €	12,02
74748 Autres communes	7 102 €	6 727 €					
74758 Autres groupements	74 102 €	91 571 €	18 084 €	20 020 €	47 201 €	27 181 €	135,77
74771 Fonds social européen	78 429 €	78 167 €	79 898 €	49 807 €	50 000 €	193 €	0,39
74788 Autres organismes	121 651 €	588 106 €	794 192 €	742 578 €	677 800 €	-64 778 €	-8,72
74888 Autres attributions et participations	556 505 €	455 €					
<b>TOTAL</b>	<b>1 674 341 €</b>	<b>1 624 482 €</b>	<b>1 535 637 €</b>	<b>1 450 223 €</b>	<b>1 311 212 €</b>	<b>-139 011 €</b>	<b>-9,59</b>

# 3-1 Evolution des ressources, particulièrement celles des dotations de l'Etat

## Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC)

Sortie en 2018 : - 20%

Réintégration en 2019

Sortie en 2020 : -50%

Prévision 2021 : 0

FPIC	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Notification						
Rang du dernier éligible métropole	1 269	1 230	753	750	747	745
Rang Ensemble intercommunal Arc Sud Bretagne	1 138	1 180	749	768	721	840
Nombre Ensembles intercommunaux classés après ASB	131	50	4		26	
Nombre Ensembles intercommunaux classés avant ASB				18		95

FPIC	2018 Sortie (-20% EI de N-1)	2019 Ré-entrée	2020 Sortie (-50% EI de N-1)	DOB 2021	Evolution	
					en €	en %
Ambon	26 704 €	31 353 €	15 389 €	0 €	-15 389 €	-100,00
Arzal	24 309 €	28 004 €	13 884 €	0 €	-13 884 €	-100,00
Billiers	14 843 €	17 526 €	8 725 €	0 €	-8 725 €	-100,00
Damgan	39 869 €	46 458 €	23 051 €	0 €	-23 051 €	-100,00
La Roche-Bernard	5 958 €	7 287 €	3 613 €	0 €	-3 613 €	-100,00
Le Guerno	14 643 €	17 387 €	8 595 €	0 €	-8 595 €	-100,00
Marzan	35 922 €	40 616 €	20 074 €	0 €	-20 074 €	-100,00
Muzillac	57 176 €	66 364 €	32 846 €	0 €	-32 846 €	-100,00
Nivillac	69 001 €	81 502 €	40 972 €	0 €	-40 972 €	-100,00
Noyal-Muzillac	36 926 €	42 651 €	20 941 €	0 €	-20 941 €	-100,00
Péaule	35 164 €	41 085 €	20 662 €	0 €	-20 662 €	-100,00
Saint-Dolay	40 419 €	47 434 €	23 491 €	0 €	-23 491 €	-100,00
<b>Total Part communale</b>	<b>400 934 €</b>	<b>467 667 €</b>	<b>232 243 €</b>	<b>0 €</b>	<b>-232 243 €</b>	<b>-100,00</b>

<b>Part intercommunale (ASB)</b>	<b>272 612 €</b>	<b>332 365 €</b>	<b>167 773 €</b>	<b>0 €</b>	<b>-167 773 €</b>	<b>-100,00</b>
----------------------------------	------------------	------------------	------------------	------------	-------------------	----------------

<b>Total FPIC Ensemble Intercommunal</b>	<b>673 546 €</b>	<b>800 032 €</b>	<b>400 016 €</b>	<b>0 €</b>	<b>-400 016 €</b>	<b>-100,00</b>
--	------------------	------------------	------------------	------------	-------------------	----------------

### Réponse service Etat

#### cause sortie 2020

Augmentation du revenu moyen par habitant de l'EI de 1 121,19 € ce qui a impacté l'ISRev (indice synthétique de reversement de l'EI)

ISRev 2018 : 1,069194

ISRev 2019 : 1,079085

ISRev 2020 : 1,046079

### Effort fiscal agrégé (EFA)

2018 : 1,070440 (moyen France : 1,12672)

2019 : 1,083163 (moyen France : 1,12788)

2020 : 1,100363 (moyen France : 1,13720)

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB.23.2021-DE



# 3-2 Revalorisation ou non des bases fiscales

## Impact suppression taxe d'habitation sur les résidences principales

2020	Nombre logements Insee 2017	%	Bases fiscales 2020 DGFIP	%	Produit TH 2020 (Taux 9%)
Résidences principales	12 308	69,06	30 803 480	70,25	2 772 313 €
Résidences secondaires	5 514	30,94	13 045 884	29,75	1 174 130 €
<b>TOTAL</b>	<b>17 822</b>	<b>100,00</b>	<b>43 849 364</b>	<b>100,00</b>	<b>3 946 443 €</b>

Rôles supplémentaires TH	2020
2018	7 608 €
2019	11 009 €
2020	74 636 €

Dotations d'exonération TH	2020
2018	287 593 €
2019	306 095 €
2020	323 892 €

Calcul compensation par une fraction de TVA nationale	2021
Produit de TH 2020 x taux 2017 (9%)	2 772 313 €
Moyenne des rôles supplémentaires TH 2018-2020	31 084 €
Moyenne des compensations d'exonération TH 2018-2020	305 860 €
<b>Prévision compensation fraction TVA 2021</b>	<b>3 109 258 €</b>

## Impact réforme valeurs locatives des établissements industriels sur la taxe foncière propriété bâties

2020	Nombre	%	Bases fiscales 2020 DGFIP	%	Produit TFPB 2020 (Taux 0,50%)
Locaux habitation ordinaire	15 978	93,75	25 569 882	79,14	127 849 €
Locaux habitation à caractère social	8	0,05	60 593	0,19	303 €
Autres locaux passible TH	14	0,08	38 345	0,12	192 €
Locaux à usage professionnel et commercial	984	5,77	4 462 426	13,81	22 312 €
Etablissements industriels et assimilés	59	0,35	2 178 004	6,74	10 890 €
<b>TOTAL</b>	<b>17 043</b>	<b>100,00</b>	<b>32 309 250</b>	<b>100,00</b>	<b>161 546 €</b>

Calcul compensation perte TFPB sur les établissements industriels (50% montant 2020)	2021
	5 445 €

Base fiscale 2021 TFPB avec impact modification valeur locative des établissements industrielle (50% bases 2020)	2021
	31 220 248

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 3-2 Revalorisation ou non des bases fiscales

## Propositions : pas de modification des taux et maintien du montant de la taxe GEMAPI

Impacts crise sanitaire en 2021 sur CVAE et TASCOS (- 15%) et réforme valeurs locatives établissements industriels (-3,37% bases 2020 TFPB et - 15% bases 2020 CFE), puis revalorisation bases TFPB, CFE et TEOM 0,20%

Bases fiscales	2016 réelles	2017 réelles	2018 réelles	2019 réelles	2020 notifiées	Evolution en %				Bases prévisionnelles DOB 2021	Evolution en %
						2016/2017	2017/2018	2018/2019	2019/2020		
Taxe Habitation (TH)	40 471 666	40 974 151	41 696 252	42 950 111	43 877 000	1,24	1,76	3,01	2,16	13 045 000	-70,27
Taxe Foncier Bâti (TFPB)	29 311 713	29 946 166	30 557 104	31 535 105	32 268 000	2,16	2,04	3,20	2,32	31 242 000	-3,18
Taxes Foncier Non Bâti (TFPNB)	1 325 860	1 328 273	1 341 167	1 365 560	1 372 000	0,18	0,97	1,82	0,47	1 372 000	0,00
Cotisation Foncières des Entreprises (CFE)	7 169 704	7 478 273	7 965 382	7 953 084	8 190 000	4,30	6,51	-0,15	2,98	6 975 000	-14,84
Taxe d'Enlèvement des Ordures ménagères (TEOM)	24 947 101	25 297 299	26 998 752	27 711 167	28 348 008	1,40	6,73	2,64	2,30	28 404 000	0,20

73 Impôts et taxes		2017	2018	2019	2020	DOB 2021	Evolution	
							en €	en %
73211	Attribution de compensation	168 625 €	170 625 €	199 099 €	193 948 €	194 000 €	52 €	0,03
732221	Fonds de réréquation essources communale et interc (FPIC)	318 302 €	272 612 €	332 365 €	167 773 €	0 €	-167 773 €	-100,00
7351	Fraction compensation TH sur les résidences principales					3 100 000 €	3 100 000 €	
	<b>TOTAL 73</b>	<b>486 927 €</b>	<b>443 237 €</b>	<b>531 464 €</b>	<b>361 721 €</b>	<b>3 294 000 €</b>	<b>2 932 279 €</b>	<b>810,65</b>

731 Fiscalité locale avec vote de taux ou produits		2017	2018	2019	2020	DOB 2021	Evolution	
		(DGFiP Fiche 1386-RC)	(DGFiP Fiche 1386-RC)	(DGFiP Fiche 1386-RC)	(DGFiP Fiche 1386-RC)		en €	en %
73111	Taxe Habitation (TH)	3 687 675 €	3 752 656 €	3 865 510 €	3 946 445 €	1 174 050 €	-3 058 198 €	-51,42
	Taxe Foncier Bâti (TFPB)	149 938 €	153 235 €	158 088 €	161 961 €	156 210 €		
	Taxes Foncier Non Bâti (TFPNB)	28 954 €	29 237 €	29 770 €	29 938 €	29 910 €		
	Cotisation Foncières des Entreprises (CFE)	1 612 860 €	1 749 092 €	1 751 833 €	1 805 957 €	1 528 920 €		
	Divers	3 123 €	8 742 €	6 456 €	2 987 €			
7331	Taxe d'Enlèvement des Ordures ménagères (TEOM)	2 783 458 €	3 106 645 €	3 187 931 €	3 277 178 €	3 266 460 €	-10 718 €	-0,33
7346	Taxe pour la GEMAPI			70 076 €	70 029 €	70 000 €	-29 €	-0,04
	<b>TOTAL 731</b>	<b>8 266 008 €</b>	<b>8 799 607 €</b>	<b>9 069 664 €</b>	<b>9 294 495 €</b>	<b>6 225 550 €</b>	<b>-3 068 945 €</b>	<b>-33,02</b>

731 Fiscalité locale sans vote de taux ou produits		2017	2018	2019	2020	DOB 2021	Evolution	
		(DGFiP Fiche 1386-RC)	(DGFiP Fiche 1386-RC)	(DGFiP Fiche 1386-RC)	(DGFiP Fiche 1386-RC)		en €	en %
73111	Taxe additionnelle Taxe foncier Non Bâti	36 042 €	35 741 €	35 496 €	33 834 €	30 000 €	-3 834 €	-11,33
71112	Cotisations sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	991 632 €	955 265 €	1 126 971 €	1 134 487 €	964 000 €	-170 487 €	-15,03
73113	Taxe Sur les Surfaces Commerciales (TASCOS)	339 994 €	297 820 €	325 074 €	317 312 €	270 000 €	-47 312 €	-14,91
73114	Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)	243 300 €	242 656 €	244 328 €	253 447 €	245 000 €	-8 447 €	-3,33
7318	Autres impôts locaux et assimilés (rôles supplémentaires)	172 384 €	30 272 €	18 699 €	75 100 €	15 000 €	-60 100 €	-80,03
7362	Taxe de séjours	281 822 €	275 485 €	317 117 €	285 147 €	285 000 €	-147 €	-0,05
7388	Autres taxes	1 770 €						
	<b>TOTAL 731</b>	<b>2 066 944 €</b>	<b>1 837 239 €</b>	<b>2 067 685 €</b>	<b>2 099 327 €</b>	<b>1 809 000 €</b>	<b>-290 327 €</b>	<b>-13,83</b>

TOTAL PRODUITS DE FISCALITE		2017	2018	2019	2020	DOB 2021	Evolution	
							en €	en %
		10 819 879 €	11 080 883 €	11 668 813 €	11 755 543 €	11 328 550 €	-426 993 €	-3,63

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

## 3-3 Relations financières avec les communes :

### Attributions de compensation (AC)

Attributions de Compensation (AC)	Montant AC 2020	Montant AC 2021
<b>AC positive versée aux communes</b>		
Ambon	128 404 €	128 404 €
Arzal	69 531 €	69 531 €
Billiers	13 318 €	13 318 €
La Roche Bernard	22 527 €	22 527 €
Le Guerno	22 281 €	22 281 €
Muzillac	471 209 €	471 209 €
Nivillac	12 862 €	12 862 €
Noyal-Muzillac	411 €	411 €
Péaule	50 023 €	50 023 €
<b>Total AC positives</b>	<b>790 566 €</b>	<b>790 566 €</b>
<b>AC négative versée par les communes</b>		
Damgan	-105 889 €	-105 889 €
Marzan	-17 219 €	-17 219 €
Noyal-Muzillac	0 €	0 €
Saint-Dolay	-70 840 €	-70 840 €
<b>Total AC négatives</b>	<b>-193 948 €</b>	<b>-193 948 €</b>
<b>Total AC</b>	<b>596 618 €</b>	<b>596 618 €</b>

Pas de modification prévue en 2021

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 3-3 Relations financières avec les communes :

## Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) :

**Proposition : pas de modification de son montant en 2021**  
**Révision des critères de répartition avant le vote du budget**

DSC 2020	Part Potentiel fiscal inversé	Part population Insee	Part DGF par hab insee inversée	Part Compensation Ecart FPIC	Total DSC 2020
Ambon	3 897 €	3 367 €	2 859 €	3 709 €	13 832 €
Arzal	3 894 €	2 993 €	5 234 €	0 €	12 121 €
Billiers	3 955 €	1 756 €	3 640 €	0 €	9 351 €
Damgan	2 765 €	3 108 €	1 862 €	0 €	7 735 €
La Roche-Bd	3 232 €	1 262 €	1 833 €	11 873 €	18 200 €
Le Guerno	4 889 €	1 757 €	3 796 €	12 427 €	22 869 €
Marzan	4 782 €	4 165 €	3 480 €	4 787 €	17 214 €
Muzillac	3 308 €	9 247 €	4 561 €	0 €	17 116 €
Nivillac	4 935 €	8 343 €	2 577 €	7 326 €	23 181 €
Noyal-Muzillac	4 551 €	4 648 €	3 353 €	0 €	12 552 €
Péaule	4 130 €	4 849 €	3 982 €	0 €	12 961 €
Saint-Dolay	5 662 €	4 505 €	2 823 €	6 515 €	19 505 €
<b>Total</b>	<b>50 000 €</b>	<b>50 000 €</b>	<b>40 000 €</b>	<b>46 637 €</b>	<b>186 637 €</b>

La Loi de finances 2020 a modifié les règles de répartition de la DSC. (Maintien dérogatoire en 2020 et obligation d'évolution en 2021).

« Elle est répartie librement par le conseil communautaire selon des critères pondérés par la part de la population communale dans la population totale de l'EPCI à fiscalité propre.

Ces critères tiendront compte majoritairement :

- de l'écart de revenu par habitant de la commune par rapport au revenu moyen par habitant,
- de l'insuffisance du potentiel financier ou du potentiel fiscal par habitant de la commune à regard du potentiel financier ou du potentiel fiscal moyen par habitant.

Ces deux critères doivent justifier au moins 35% de la répartition du montant total de la DSC entre les communes et peuvent être complétés par des critères complémentaires choisis par le conseil communautaire. »

*Proposition de critères de répartition lors de la commission Finances du 18 mars 2021*

## 3-3 Relations financières avec les communes

### Fonds de concours communautaire : 75 000 € en 2021

L'instauration d'un fonds de concours communautaire a été adopté lors du Conseil Communautaire de juillet 2016 avec les modalités suivantes :

- Un montant forfaitaire de 50 000 € pour deux projets maximum par commune.
- Une enveloppe pluriannuelle de 600 000 € à verser sur les exercices 2016 à 2020 :
- Des **projets d'investissement** sur les **thématiques prioritaires** suivantes :
  - Création ou réhabilitation d'équipements de service à la population,
  - Création ou réhabilitation de logements sociaux en centre bourgs,
  - Réhabilitation thermique de bâtiments communaux,
  - Création de liaisons douces,
  - Aménagement en espace urbanisé.
  - Travaux d'aménagement et de réhabilitation des ports

*Un règlement d'attribution de ce fonds de concours en précise les conditions d'attribution et de versement.*

## 3-3 Relations financières avec les communes

### Pour les projets inscrits en 2016 -2017 : versés en totalité

- Noyal-Muzillac (50 000 €) : Acompte 50% versé en 2016 (25 000 €) et solde versé en 2017 (25 000 €)
- Damgan (46 012 €) : Acompte 50% versé en 2016 (25 000 €) et solde versé en 2017 (21 012 €)
- Saint Dolay (50 000 €) : Acompte 50% versé en 2016 (25 000 €) , et solde versé en 2018 (25 000 €)
- Ambon (50 000 €) : Acompte 50% versé en 2016 (25 000 €) , et solde versé en 2019 (25 000 €)

### Pour les projets inscrits en 2017-2018 : versés en totalité

- Le Guerno (25 000 € projet 1) : Solde 100% versé en 2017 (25 000 €)
- Muzillac (50 000 €) : Acompte 50% versé en 2017 (25 000 €) et solde versé en 2018 (25 000€)
- Péaule (25 000 € projet 1) : Acompte 50% versé en 2017 (12 500 €), et solde versé en 2019 (12 500 €)
- Arzal (48 294 €) : Acompte 50% versé en 2017 (25 000 €), et solde versé en 2020 (23 294 €)

### Pour les projets inscrits en 2018-2020 : 75 000 € à verser en 2021 (Restes à réaliser 2020)

- Le Guerno (25 000 € projet 2) : Solde 100% versé en 2017 (25 000 €)
- Péaule (25 000 € projet 2) : Acompte 50% versé en 2018 (12 500 €) , et solde versé en 2019 (12 500 €)
- Marzan (50 000 €) : Acompte 50% versé en 2019 (25 000 €), **solde à verser en 2021 (25 000 €)**
- Nivillac (50 000 €) : Acompte 50% versé en 2019 (25 000 €), et solde versé en 2020 (25 000 €)
- Billiers (50 000 €) : **Acompte (25 000 €) et solde (25 000 €) à verser en 2021**

# 3-3 Relations financières avec les communes

## Déploiement Très Haut Débit (THD)

### 2019-2023 : Phase 2 Fibre optique Desserte de 50% du nombre total de prises

Dépense prévisionnelle 2019 : 445 € par prise soit 4 106 460 € sur 5 ans

Le Conseil régional ayant obtenu des subventions supplémentaires a informé que le coût de la prise devrait être de 308 € soit 2 842 224 € sur 5 ans. Le montant de la participation reste identique pour 2021.

L'impact de la baisse du coût de la prise sera répercuté sur les participations demandée en 2022 et 2023.

Financement : 50% par ASB (1 421 112€) et 50% par communes (1 421 112€)

Communes	Nombre de prises	Montant participation ASB 2019-2023 154€/prise	Montant participations COMMUNES 2019/2023 154€/prise	Montant total participation Ensemble intercommunal 308 € / prise
Ambon	206	31 724 €	31 724 €	63 448 €
Arzal	247	38 038 €	38 038 €	76 076 €
Damgan	1 277	196 658 €	196 658 €	393 316 €
Le Guerno	83	12 782 €	12 782 €	25 564 €
Marzan	295	45 430 €	45 430 €	90 860 €
Muzillac	1 834	282 436 €	282 436 €	564 872 €
Nivillac	2 493	383 922 €	383 922 €	767 844 €
Noyal-Muzillac	595	91 630 €	91 630 €	183 260 €
Péaule	1 303	200 662 €	200 662 €	401 324 €
La Roche-Bernard	798	122 892 €	122 892 €	245 784 €
Saint-Dolay	97	14 938 €	14 938 €	29 876 €
<b>TOTAL</b>	<b>9 228</b>	<b>1 421 112 €</b>	<b>1 421 112 €</b>	<b>2 842 224 €</b>

# 3-3 Relations financières avec les communes

## 2019-2023 : Phase 2 Fibre optique Desserte de 50% du nombre total de prises

### Versement annuel (20% par an)

821 292 € de participations versées par ASB à Mégalis Bretagne en 2021

410 646 € de participations versées par les communes à ASB en 2021

Participations versées par ASB à Mégalis	Fonctionnement	Investissement	MONTANT ANNUEL De 2019 à 2021	MONTANT TOTAL 2019 A 2021	RESTANT A VERSER 2022/2023	TOTAL 2019/2023
Ambon	366,68 €	17 967,32 €	18 334 €	55 002 €	8 446 €	63 448 €
Arzal	439,66 €	21 543,34 €	21 983 €	65 949 €	10 127 €	76 076 €
Damgan	2 273,06 €	111 379,94 €	113 653 €	340 959 €	52 357 €	393 316 €
Le Guerno	147,74 €	7 239,26 €	7 387 €	22 161 €	3 403 €	25 564 €
Marzan	525,10 €	25 729,90 €	26 255 €	78 765 €	12 095 €	90 860 €
Muzillac	3 264,52 €	159 961,48 €	163 226 €	489 678 €	75 194 €	564 872 €
Nivillac	4 437,54 €	217 439,46 €	221 877 €	665 631 €	102 213 €	767 844 €
Noyal-Muzillac	1 059,10 €	51 895,90 €	52 955 €	158 865 €	24 395 €	183 260 €
Péaule	2 319,34 €	113 647,66 €	115 967 €	347 901 €	53 423 €	401 324 €
La Roche-Bernard	1 420,44 €	69 601,56 €	71 022 €	213 066 €	32 718 €	245 784 €
Saint-Dolay	172,66 €	8 460,34 €	8 633 €	25 899 €	3 977 €	29 876 €
<b>TOTAL</b>	<b>16 425,84 €</b>	<b>804 866,16 €</b>	<b>821 292 €</b>	<b>2 463 876 €</b>	<b>378 348 €</b>	<b>2 842 224 €</b>

Participations versées par Communes à ASB	Fonctionnement	Investissement	MONTANT ANNUEL De 2019 à 2021	MONTANT TOTAL 2019 A 2021	RESTANT A VERSER 2022/2023	RESTANT A VERSER 2022/2023
Ambon	183,00 €	8 984,00 €	9 167 €	27 501 €	4 223 €	31 724 €
Arzal	219,50 €	10 772,00 €	10 992 €	32 975 €	5 064 €	38 038 €
Damgan	1 136,50 €	55 690,00 €	56 827 €	170 480 €	26 179 €	196 658 €
Le Guerno	73,50 €	3 620,00 €	3 694 €	11 081 €	1 702 €	12 782 €
Marzan	262,50 €	12 865,00 €	13 128 €	39 383 €	6 048 €	45 430 €
Muzillac	1 632,00 €	79 981,00 €	81 613 €	244 839 €	37 597 €	282 436 €
Nivillac	2 218,50 €	108 720,00 €	110 939 €	332 816 €	51 107 €	383 922 €
Noyal-Muzillac	529,50 €	25 948,00 €	26 478 €	79 433 €	12 198 €	91 630 €
Péaule	1 159,50 €	56 824,00 €	57 984 €	173 951 €	26 712 €	200 662 €
La Roche-Bernard	710,00 €	34 801,00 €	35 511 €	106 533 €	16 359 €	122 892 €
Saint-Dolay	86,50 €	4 230,00 €	4 317 €	12 950 €	1 989 €	14 938 €
<b>TOTAL</b>	<b>8 211,00 €</b>	<b>402 435,00 €</b>	<b>410 646 €</b>	<b>1 231 938 €</b>	<b>189 174 €</b>	<b>1 421 112 €</b>

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE



# 3-3 Relations financières avec les communes

## 2020-2021 : Montée en débit sur 4 sites (1 à Billiers et 3 à Saint Dolay)

Commune	Lieu	Coût total Investissement	Montant participation Investissement ASB à Mégalis 2020-2021	Montant participation Investissement Communes à ASB 2020/2021	Montant participation Fonctionnement ASB à Mégalis 2021-2031	Montant participation Fonctionnement Communes à ASB 2021/2031
Saint-Dolay 1	La Croix de Lourmel (Code MED 00248 : 95 prises)	70 236,09 €	35 118,05 €	17 559,03 €	500,00 €	250,00 €
Saint-Dolay 2	Sainte Anne (Code MED 00246 : 162 prises)	188 252,15 €	32 002,87 €	16 001,44 €	170,00 €	85,00 €
Saint-Dolay 3	La Nouarderie (Code MED 00251 : 145 prises)	218 860,68 €	37 206,32 €	18 603,16 €	170,00 €	85,00 €
	<b>Total Saint Dolay</b>	<b>477 348,92 €</b>	<b>104 327,24 €</b>	<b>52 163,62 €</b>	<b>840,00 €</b>	<b>420,00 €</b>
Billiers 1	Rue de la Vilaine (Code MED 00266 : 140 prises)	81 206,46 €	40 603,23 €	20 301,62 €	500,00 €	250,00 €
	<b>Total Billiers</b>	<b>81 206,46 €</b>	<b>40 603,23 €</b>	<b>20 301,62 €</b>	<b>500,00 €</b>	<b>250,00 €</b>
	<b>TOTAL MED 2020-2021</b>	<b>558 555,38 €</b>	<b>144 930,47 €</b>	<b>72 465,24 €</b>	<b>1 340,00 €</b>	<b>670,00 €</b>

A verser en 2020	<b>72 465,24 €</b>	<b>36 232,62 €</b>
Pour Saint Dolay	52 163,62 €	26 081,81 €
Pour Billiers	20 301,62 €	10 150,81 €
<b>A verser en 2021</b>	<b>72 465,24 €</b>	<b>36 232,62 €</b>
Pour Saint Dolay	52 163,62 €	26 081,81 €
Pour Billiers	20 301,62 €	10 150,81 €

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 3-4 Bilan PPFI 2018-2020

PPFI 2018-2020 PROJETS EN FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
<b>PPFI Inscriptions 2018-2020</b>	<b>3 824 731 €</b>	<b>516 917 €</b>	<b>-3 307 814 €</b>
Réalisés en 2018	1 073 554 €	346 571 €	-726 983 €
Réalisés en 2019	978 754 €	286 421 €	-692 332 €
Réalisés en 2020	1 305 150 €	509 710 €	-795 440 €
Engagements 2020 reportés en 2021	130 704 €	80 202 €	-50 502 €
<b>BILAN PPFI 2018-2020</b>	<b>3 488 162 €</b>	<b>1 222 904 €</b>	<b>-2 265 257 €</b>
<i>Taux de réalisation</i>	<i>91</i>	<i>237</i>	<i>68</i>
<b>MARGES DEGAGEES sur 2018-2020</b>	<b>-336 570 €</b>	<b>705 987 €</b>	<b>1 042 557 €</b>
<b>Reportis 2020 non engagés</b>	<b>193 664 €</b>	<b>0 €</b>	<b>-193 664 €</b>
Abandon 2018	380 302 €	14 583 €	-365 719 €
Abandon 2019	645 430 €	66 127 €	-579 303 €
Abandon 2020	427 689 €	42 200 €	-385 490 €
<b>TOTAL abandonnés 2018-2020</b>	<b>1 453 421 €</b>	<b>122 909 €</b>	<b>-1 330 512 €</b>
<i>Taux d'abandon</i>	<i>38</i>	<i>24</i>	<i>40</i>
<b>PPFI 2018/2020 Inscriptions 2021</b>	<b>84 276 €</b>	<b>8 211 €</b>	<b>-76 065 €</b>
Propositions nouvelles 2021	1 655 584 €	476 961 €	-1 178 623 €
<b>INSCRIPTIONS DOB 2021 (reports 2020 + propositions nouvelles)</b>	<b>2 064 228 €</b>	<b>565 374 €</b>	<b>-1 498 854 €</b>
<b>REPORTS et INSCRIPTIONS NOUVELLES PROCHAIN PPFI 2022-2026</b>	<b>162 852 €</b>	<b>16 426 €</b>	<b>-146 426 €</b>

**PPFI 2018-2020**

**Bilan**

**Fonctionnement**

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 3-4 Bilan PPFI 2018-2020

PPFI 2018-2020 PROJETS En investissement		DEPENSES	RECETTES	SOLDE
<b>PPFI Inscriptions 2018-2020</b>		<b>10 856 040 €</b>	<b>4 321 644 €</b>	<b>-6 534 396 €</b>
Réalisés en 2018		1 740 090 €	111 673 €	-1 628 416 €
Réalisés en 2019		2 077 402 €	698 863 €	-1 378 539 €
Réalisés en 2020		2 217 588 €	831 256 €	-1 386 332 €
Engagements 2020 reportés en 2021		1 181 131 €	700 609 €	-480 522 €
<b>BILAN PPFI 2018-2020</b>		<b>7 216 211 €</b>	<b>2 342 402 €</b>	<b>-4 873 809 €</b>
<i>Taux de réalisation</i>		<i>66</i>	<i>54</i>	<i>75</i>
<b>MARGES DEGAGEES sur 2018-2019</b>		<b>-3 639 829 €</b>	<b>-1 979 242 €</b>	<b>1 660 587 €</b>
<b>Reports 2020 non engagés</b>		<b>1 233 638 €</b>	<b>475 003 €</b>	<b>-758 635 €</b>
Abandon 2018		222 662 €	72 155 €	-150 507 €
Abandon 2019		218 030 €	21 024 €	-197 005 €
Abandon 2020		355 267 €	119 368 €	-235 899 €
<b>TOTAL abandonnés 2018-2020</b>		<b>795 959 €</b>	<b>212 547 €</b>	<b>-583 412 €</b>
<i>Taux d'abandon</i>		<i>7</i>	<i>5</i>	<i>9</i>
<b>PPFI 2018/2020 Inscriptions 2021</b>		<b>745 323 €</b>	<b>300 730 €</b>	<b>-444 593 €</b>
Propositions nouvelles 2021		1 598 457 €	785 211 €	-813 246 €
<b>INSCRIPTIONS DOB 2021 (reports 2020 + propositions nouvelles)</b>		<b>4 758 549 €</b>	<b>2 261 553 €</b>	<b>-2 496 996 €</b>
<b>REPORTS et INSCRIPTIONS NOUVELLES PROCHAIN PPFI 2022-2026</b>		<b>5 335 679 €</b>	<b>2 188 830 €</b>	<b>-3 146 849 €</b>

**PPFI 2018-2020**

**Bilan**

**Investissement**

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 3-4 Bilan PPFI 2018-2020

PPFI 2018-2020 GLOBAL	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
<b>PPFI Inscriptions 2018-2020</b>	<b>14 680 771 €</b>	<b>4 838 561 €</b>	<b>-9 842 210 €</b>
Réalisés en 2018	2 813 644 €	458 244 €	-2 355 399 €
Réalisés en 2019	3 056 156 €	985 285 €	-2 070 871 €
Réalisés en 2020	3 522 738 €	1 340 966 €	-2 181 772 €
Engagements 2020 reportés en 2021	1 311 835 €	780 811 €	-531 024 €
<b>BILAN PPFI 2018-2020</b>	<b>10 704 372 €</b>	<b>3 565 306 €</b>	<b>-7 139 066 €</b>
<i>Taux de réalisation</i>	<b>73</b>	<b>74</b>	<b>73</b>
<b>MARGES DEGAGEES sur 2018-2019</b>	<b>-3 976 399 €</b>	<b>-1 273 255 €</b>	<b>2 703 144 €</b>
<b>Reports 2020 non engagés</b>	<b>1 427 302 €</b>	<b>475 003 €</b>	<b>-952 299 €</b>
Abandon 2018	602 964 €	86 738 €	-516 226 €
Abandon 2019	863 460 €	87 151 €	-776 309 €
Abandon 2020	782 956 €	161 568 €	-621 389 €
<b>TOTAL abandonnés 2018-2020</b>	<b>2 249 380 €</b>	<b>335 457 €</b>	<b>-1 913 923 €</b>
<i>Taux d'abandon</i>	<b>15</b>	<b>7</b>	<b>19</b>
<b>PPFI Inscriptions 2021</b>	<b>829 599 €</b>	<b>308 941 €</b>	<b>-520 658 €</b>
Propositions nouvelles 2021	3 254 041 €	1 262 172 €	-1 991 869 €
<b>INSCRIPTIONS DOB 2021 (reports 2020 + propositions nouvelles)</b>	<b>6 822 777 €</b>	<b>2 826 927 €</b>	<b>-3 995 850 €</b>
<b>REPORTS et INSCRIPTIONS NOUVELLES PROCHAIN PPFI 2022-2026</b>	<b>5 498 531 €</b>	<b>2 205 256 €</b>	<b>-3 293 275 €</b>

## PPFI 2018-2020

### Bilan

### Global

## 2021:

## Fin des opérations inscrites au PPFI 2018-2020 Préparation PPFI 2022-2026

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 3-6 Projets DOB 2021 en proposition d'inscription au budget principal

Propositions DOB 2021 FONCTIONNEMENT <i>avec subventions d'équilibre budgets annexes</i>	Dépenses	Recettes	Besoin de financement
Affaires générales	166 474 €	202 492 €	36 018 €
Pôle Aménagement et développement T	922 318 €	232 040 €	-690 278 €
Pôle Emploi et Compétences	20 842 €	20 842 €	0 €
Pôle Environnement	98 800 €	0 €	-98 800 €
Pôle Services aux Habitants	262 718 €	0 €	-262 718 €
Pôle Technique	593 076 €	110 000 €	-483 076 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 064 228 €</b>	<b>565 374 €</b>	<b>-1 498 854 €</b>
<i>Pour mémoire Total DOB 2020</i>	<i>1 851 150 €</i>	<i>360 956 €</i>	<i>-1 490 194 €</i>

**Versement  
subventions d'équilibre  
budgets annexes :  
290 000 €**

Propositions DOB 2021 INVESTISSEMENT <i>avec avance sur créance budgets annexes</i>	Dépenses	Recettes	Besoin de financement
Affaires générales	1 474 400 €	740 350 €	-734 050 €
Pôle Aménagement et développement T	1 841 430 €	1 067 494 €	-773 936 €
Pôle Emploi et Compétences	3 750 €	2 438 €	-1 312 €
Pôle Environnement	966 810 €	294 892 €	-671 918 €
Pôle Services aux Habitants	357 301 €	113 716 €	-243 585 €
Pôle Technique	114 858 €	42 663 €	-72 195 €
<b>TOTAL</b>	<b>4 758 549 €</b>	<b>2 261 553 €</b>	<b>-2 496 996 €</b>
<i>Pour mémoire Total DOB 2020</i>	<i>4 752 304 €</i>	<i>1 834 547 €</i>	<i>-2 917 757 €</i>

**Versement  
avances sur créance  
budgets annexes :  
300 000 €**

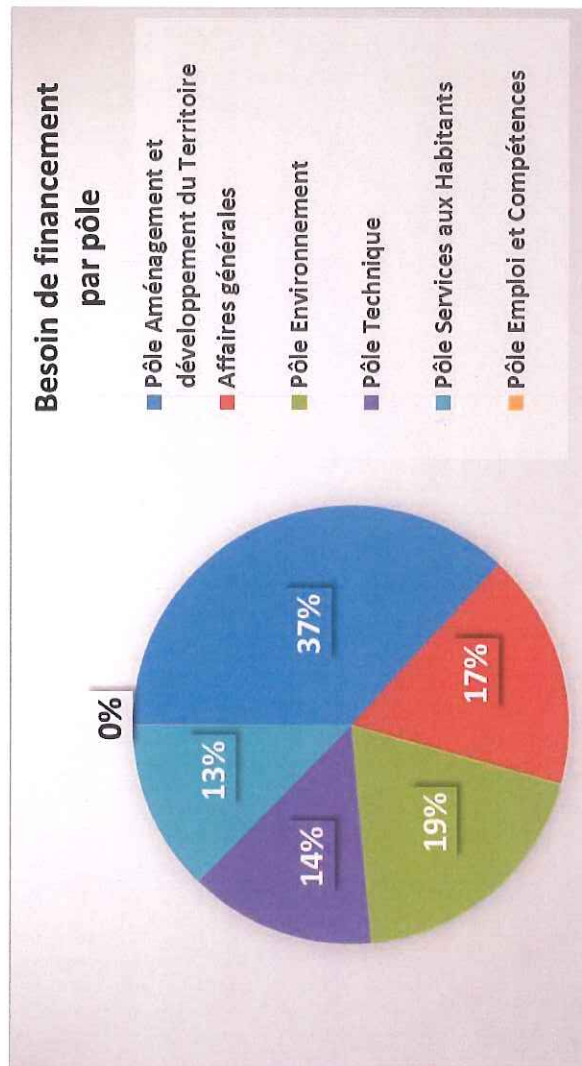
**Total versements  
budgets annexes:  
590 000 €**

Envoyé en préfecture le 18/03/2021  
Reçu en préfecture le 18/03/2021  
Affiché le  
ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

**Liste des projets en annexe au DOB**

# 3-6 Projets DOB 2021 en proposition d'inscription au budget principal

TOTAL Propositions DOB 2021	Dépenses	Recettes	Besoin de financement
Affaires générales	1 640 874 €	942 842 €	-698 032 €
Pôle Aménagement et développement T	2 763 748 €	1 299 534 €	-1 464 214 €
Pôle Emploi et Compétences	24 592 €	23 280 €	-1 312 €
Pôle Environnement	1 065 610 €	294 892 €	-770 718 €
Pôle Services aux Habitants	620 019 €	113 716 €	-506 303 €
Pôle Technique	707 934 €	152 663 €	-555 271 €
<b>TOTAL DOB 2021</b>	<b>6 822 777 €</b>	<b>2 826 927 €</b>	<b>-3 995 850 €</b>
<i>Pour mémoire Total DOB 2020</i>	<i>6 603 454 €</i>	<i>2 195 503 €</i>	<i>-4 407 951 €</i>



Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 3-6 Projets DOB 2021 en proposition d'inscription au budget principal

PROJETS MARQUANTS EN FONCTIONNEMENT	DOB 2021		
	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Programme annuel d'entretien des voiries d'intérêt communautaire	450 000 €	110 000 €	-340 000 €
Subvention d'équilibre versée aux budgets annexes	290 000 €		-290 000 €
GEMAPI - Mise en œuvre de la compétence	234 978 €	101 328 €	-133 650 €
PCAET Plan d'actions	140 218 €	28 320 €	-111 898 €
Mobilité plan d'action	128 466 €	73 681 €	-54 785 €
Déchets études et accompagnement			
Mise en place extension consigne de tri, optimisation collecte et biodéchets, Localisation nouvelle déchetterie secteur La Roche-Nivillac, Plan de prévention des déchets	90 000 €		-90 000 €
Programme annuel d'entretien des voiries et bassins parcs d'activités	85 000 €	8 000 €	-77 000 €
SCOT Evaluation et mise en révision du SCoT	80 000 €		-80 000 €
Affaires générales Archivage réglementaire RGPD	75 000 €		-75 000 €
Gens du voyage travaux aménagement aire d'accueil de Muzillac	51 631 €		-51 631 €
Etude schéma directeur parcs d'activités économiques (en lien avec SCOT)	37 200 €		-37 200 €
Enfance jeunesse préparation du CTG CAF: diagnostic de territoire, concertation, propositions d'actions	32 000 €		-32 000 €
Affaires générales reversement excédent budget annexe Maison funéraire suite à vente		145 000 €	145 000 €

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# 3-6 Projets DOB 2021 en proposition d'inscription au budget principal

	DOB 2021		
	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
<b>PROJETS MARQUANTS EN INVESTISSEMENT</b>			
<b>Extension siège administratif et MSAP :</b> Montant total dépenses : 2 614 498 € TTC montant total recettes : 1 477 138 Besoin de financement : 1 137 360 €	1 409 400 €	723 468 €	-685 932 €
<b>Plan Bretagne Très Haut Débit Syndicat Mégalis Bretagne</b> Phase 2 déploiement fibre optique 2019-2023 : dépenses : 4 106 460 €, recettes : 2 053 230 € Montée en débit 4 sites Billiers et Saint Dolay : dépenses : 144 930 €, recettes : 72 465 €	877 335 €	438 668 €	-438 667 €
<b>Programme optimisation des déchetteries et plateforme déchets verts</b> Déchetterie Le Guerno Travaux Mise en conformité + Optimisation Plateforme déchets verts Damgan Travaux Mise en conformité + Optimisation	617 930 €	235 481 €	-382 449 €
<b>Mobilité plan d'actions</b> Participation aux communes aménagement aires de covoiturage , Stationnements cyclables, Aménagement piste cyclable	378 500 €	274 268 €	-104 232 €
<b>Avance sur créance versée au budget parcs activités (besoin financement)</b>	300 000 €		-300 000 €
<b>Plan de déploiement de Bornes Apport Volontaire semi-enterrées et enterrées collecte des déchets</b>	225 000 €	36 909 €	-188 091 €
<b>Fonds de concours versés aux communes</b> Solde Marzan, Billiers et St Dolay (Aménagement r=site port de cran)	145 000 €		-145 000 €
<b>Piscine Réfection de la coupole et travaux saménagement</b>	107 082 €	64 756 €	-42 326 €
<b>Aides économiques aux commerces et aux agriculteurs</b>	60 153 €	20 452 €	-39 701 €
<b>Restaurant scolaire renouvellement matériels</b>	38 200 €	7 319 €	-30 881 €
<b>Evolution site internet</b>	35 000 €	5 741 €	-29 259 €
<b>Economie Vente terrain ex SMRF Muzillac</b>		310 000 €	310 000 €

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE



# 3-6 Projets DOB 2021 en proposition d'inscription aux budgets annexes

DOB 2021 BUDGETS ANNEXES EN FONCTIONNEMENT	DEPENSES projets	RECETTES projets	BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT
Budget Annexe Locations immobilières	18 500 €	110 000 €	91 500 €
Budget Annexe Maison funéraire	0 €	0 €	0 €
Budget annexe SPANC	170 200 €	49 350 €	-120 850 €
Budget annexe Transports scolaires	0 €	180 000 €	180 000 €
Budget annexe Parcs d'activités (A compte de stocks)	763 989 €	921 399 €	157 410 €
<b>TOTAL</b>	<b>952 689 €</b>	<b>1 260 749 €</b>	<b>308 060 €</b>
<i>Pour mémoire Total DOB 2020</i>	<i>917 933 €</i>	<i>2 142 527 €</i>	<i>1 224 594 €</i>

Versement subventions  
d'équilibre par budget  
principal : 290 000 €

DOB 2021 BUDGETS ANNEXES EN INVESTISSEMENT	DEPENSES projets	RECETTES projets	BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT
Budget Annexe Locations immobilières	7 914 €	750 000 €	742 086 €
Budget Annexe Maison funéraire	0 €	131 875 €	131 875 €
Budget annexe SPANC	0 €	0 €	0 €
Budget annexe Transports scolaires	0 €	0 €	0 €
Budget annexe Parcs d'activités (A compte de stocks)	182 000 €	300 000 €	118 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>189 914 €</b>	<b>1 181 875 €</b>	<b>991 961 €</b>
<i>Pour mémoire Total DOB 2020</i>	<i>729 853 €</i>	<i>390 000 €</i>	<i>-339 853 €</i>

Versement avances sur  
créance par budget principal :  
300 000 €

Total versements  
par budget principal :  
590 000 €

Liste des projets  
en annexe au DOB

# 3-6 Projets en proposition d'inscription aux budgets annexes

## Principaux projets BA Locations immobilières:

- Cession Pépinière Parc activité Estuaire Arzal: 750 000 €

## Principaux projets BA Parcs d'activités :

- Vente de terrains : 911 399 € (30 200 m<sup>2</sup>)
- PA La Lande (Damgan) Etudes et travaux : 337 413 €
- PA Espace littoral (Ambon Muzillac) Etudes et acquisitions: 123 150 €
- PA La Corne du Cerf (Arzal) Travaux: 70 000 €
- PA La Grée (Nivillac) Etudes et travaux: 42 253 €

## Principaux projets autres budgets annexes :

- SPANC prestations de contrôles : 144 000 €
- Maison funéraire cession : 131 875 €

# 3-7 : Besoins et moyens de financement

## Propositions en matière de fiscalité :

- Pas de modification des taux de fiscalité et du régime des exonérations.
- Maintien du montant 2020 de la taxe GEMAPI : 70 000 €.

Dépenses GEMAPI au réel annuel	2018	2019	2020	Prévision 2021
Contribution EPTB Vaine SOCLE	9 826,00 €	14 013,61 €	21 409,53 €	21 376,00 €
Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA)	8 917,30 €	65 522,16 €	55 042,26 €	86 746,00 €
Protection des Inondations (PI)	30 224,08 €	41 953,00 €	47 135,00 €	156 500,00 €
<b>TOTAL Dépenses GEMAPI</b>	<b>48 967,38 €</b>	<b>121 488,77 €</b>	<b>123 586,79 €</b>	<b>264 622,00 €</b>

Recettes GEMAPI au réel annuel	2018	2019	2020	Prévision 2021
ASB Taxe GEMAPI ( <i>vote du montant chaque année</i> )		70 076,00 €	68 992,00 €	70 000,00 €
Communes Révision des attributions compensation		60 972,00 €	60 972,00 €	60 972,00 €
<b>TOTAL Recettes</b>	<b>0,00 €</b>	<b>131 048,00 €</b>	<b>129 964,00 €</b>	<b>130 972,00 €</b>

Bilan	2018	2019	2020	Prévision 2021
	-48 967,38 €	9 559,23 €	6 377,21 €	-133 650,00 €

## Décisions déjà prises en matière de redevances :

- Pas de modification des tarifs de la Redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères (REOM spéciale professionnels) excepté pour les parts Abonnement calculées au réel.
- Pas de modification des tarifs du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

## Propositions en matière de redevances :

- Pas d'augmentation des tarifs de autres redevances, au vu de la prévision 2021 de l'inflation.

# 3-8 Stratégie 2021 en matière de dette

## Budget Principal : maintien du niveau d'endettement

- Proposition : Affectation supplémentaire du résultat de fonctionnement 2020 pour un montant de 1 000 000 € en autofinancement afin de limiter le besoin d'emprunts nouveaux à 800 000 €.
- Remboursement du capital de la dette existante au 31/12/2020 : 765 804 €.
- Remboursement du capital emprunts nouveaux 2021 : 34 196 €.

## Budgets annexes : Désendettement de 304 903 €

- Remboursement du capital de la dette : 304 903 €
- Pas de nouveaux prêts.

2021	Capital restant du au 01/01/2021	Remboursement du capital de la dette	Prêts nouveaux	Capital restant du au 31/12/2021	DESENETTEMENT REENDETTLEMENT
<b>Budget Principal</b>	4 300 522 €	-800 000 €	800 000 €	4 300 522 €	0 €
Encours de la dette existante	4 300 522 €	-765 804 €		3 534 718 €	
Prêt financements projets DOB 2020		-34 196 €	800 000 €	765 804 €	
<b>Budget annexe Locations immobilière</b>	1 228 999 €	-123 634 €	0 €	1 105 365 €	-123 634 €
Encours de la dette existante	1 228 999 €	-123 634 €		1 105 365 €	
<b>Budget annexe Parcs d'activités</b>	1 718 260 €	-181 269 €	0 €	1 536 991 €	-181 269 €
Encours de la dette existante	1 718 260 €	-181 269 €		1 536 991 €	
<b>TOTAL Consolidé</b>	7 247 781 €	-1 104 903 €	800 000 €	6 942 878 €	-304 903 €

# 3-9 Recettes et dépenses réelles prévisionnelles 2021

## Budget Principal

	2018		2019		2020		2021		2022	
	PPFI/DOB	Réalisé	PPFI/DOB	Réalisé	PPFI/DOB	Réalisé	Proposition DOB		2022	2022
<b>Rétrospective 2018-2020</b>										
<b>Prospective 2021-2022</b>										
Total Recettes Réelles Fonctionnement <small>(sauf 775)</small>	16 260 118 €	16 380 265 €	15 807 091 €	16 757 554 €	16 367 315 €	16 399 403 €	15 636 556 €	16 006 328 €		
Dont Recettes courantes	15 927 447 €	16 033 694 €	15 429 253 €	16 456 649 €	15 973 073 €	15 889 692 €	15 071 182 €	15 690 000 €		
Dont Recettes Projets PPFI / DOB	332 671 €	346 571 €	377 838 €	300 905 €	394 242 €	509 710 €	565 374 €	316 328 €		
Total Dépenses Réelles Fonctionnement	14 652 985 €	14 165 616 €	15 073 152 €	13 583 869 €	15 404 061 €	13 566 368 €	15 994 914 €	15 980 356 €		
Dont Dépenses Courantes	13 181 609 €	13 092 062 €	13 316 884 €	12 605 115 €	13 652 692 €	12 261 218 €	13 930 686 €	14 280 000 €		
Dont Dépenses Projets PPFI/DOB	1 471 376 €	1 073 554 €	1 756 268 €	978 754 €	1 751 369 €	1 305 150 €	2 064 228 €	1 700 356 €		
<b>CAF BRUTE</b>	1 607 133 €	2 214 649 €	733 939 €	3 173 685 €	963 254 €	2 833 035 €	-358 358 €	25 972 €		
<b>Remboursement capital de la dette</b>	1 639 805 €	1 636 382 €	820 620 €	817 494 €	835 000 €	797 775 €	800 000 €	805 000 €		
<b>CAF NETTE</b>	-32 672 €	578 267 €	-86 681 €	2 356 191 €	128 254 €	2 035 259 €	-1 158 358 €	-779 028 €		

Rétrospective 2018-2020 Prospective 2021-2022	2018		2019		2020		2021		2022	
	PPFI/DOB	Réalisé	PPFI/DOB	Réalisé	PPFI/DOB	Réalisé	Proposition DOB	Proposition DOB	Fil de l'eau	
<b>Total Recettes Réelles Investissement (hors 1068)</b>	<b>1 543 686 €</b>	<b>119 534 €</b>	<b>3 277 359 €</b>	<b>641 385 €</b>	<b>3 172 523 €</b>	<b>708 342 €</b>	<b>3 772 103 €</b>	<b>3 772 103 €</b>	<b>3 715 350 €</b>	
Dont Recettes Courantes	69 688 €	42 701 €	43 750 €	43 173 €	43 750 €	43 323 €	43 750 €	43 750 €	43 750 €	
Dont Recettes Projets PPFI/DOB	1 473 998 €	76 833 €	3 233 609 €	598 212 €	3 128 773 €	665 019 €	3 728 353 €	3 728 353 €	3 671 600 €	
<b>Total Dépenses Réelles Investissement</b>	<b>4 429 975 €</b>	<b>2 578 990 €</b>	<b>5 311 442 €</b>	<b>2 910 494 €</b>	<b>5 589 094 €</b>	<b>3 015 364 €</b>	<b>5 559 549 €</b>	<b>5 559 549 €</b>	<b>3 806 000 €</b>	
Dont Dépenses Courantes	1 639 805 €	1 638 900 €	820 620 €	817 494 €	835 000 €	797 775 €	801 000 €	801 000 €	806 000 €	
Dont Dépenses Projet PPFI/DOB	2 790 170 €	940 090 €	4 490 822 €	2 092 999 €	4 754 094 €	2 217 588 €	4 758 549 €	4 758 549 €	3 000 000 €	
<b>FONDS DE ROULEMENT DEBUT EXERCICE (001, 002 et 1068)</b>	<b>3 494 096 €</b>	<b>3 494 096 €</b>	<b>3 278 174 €</b>	<b>3 278 174 €</b>	<b>4 238 382 €</b>	<b>4 238 382 €</b>	<b>4 930 632 €</b>	<b>4 930 632 €</b>	<b>3 092 716 €</b>	
775 Produits des cessions RF	210 500 €	40 036 €	179 014 €	59 131 €	156 500 €	166 237 €	333 200 €	333 200 €		
78 Reprises sur provisions	15 000 €	0 €	500 €	11 850 €	500 €	0 €	5 189 €	5 189 €		
68 Dotations aux provisions DF	5 000 €	11 150 €	15 500 €	15 350 €	15 500 €	0 €	30 500 €	30 500 €		
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-1 058 656 €</b>	<b>-215 922 €</b>	<b>-1 136 130 €</b>	<b>960 207 €</b>	<b>-1 311 817 €</b>	<b>692 250 €</b>	<b>-1 837 915 €</b>	<b>-1 837 915 €</b>	<b>-64 678 €</b>	
<b>FONDS DE ROULEMENT FIN EXERCICE (001, 002 et 1068)</b>	<b>2 435 440 €</b>	<b>3 278 174 €</b>	<b>2 142 045 €</b>	<b>4 238 382 €</b>	<b>2 926 565 €</b>	<b>4 930 632 €</b>	<b>3 092 716 €</b>	<b>3 092 716 €</b>	<b>3 028 038 €</b>	

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# Détail des Recettes Réelles de Fonctionnement

PPFI 2018/2020

DOB 2021

Fil de l'eau 2022

RRF rétrospective 2018-2020 prospective 2021-2022	2018			2019			2020			2021		2022	
	PPFI/DOB	Réalisé	% réalisation	PPFI/DOB	Réalisé	% réalisation	PPFI/DOB	Réalisé	% réalisation	Proposition DOB	Fil de l'eau		
013 Atténuation de charges	190 000 €	216 201 €	113,79	75 000 €	96 040 €	128,05	70 000 €	116 821 €	166,89	70 000 €	70 000 €		
70 Produits des services	1 648 056 €	1 674 760 €	101,62	1 317 271 €	1 512 457 €	114,82	1 403 940 €	1 018 889 €	72,57	984 692 €	1 315 000 €		
70 Produits des services Courant	1 448 056 €	1 475 116 €	101,87	1 305 694 €	1 506 848 €	115,41	1 388 800 €	1 003 889 €	72,28	927 200 €	1 300 000 €		
70 Produits des services DOB	200 000 €	199 644 €	99,82	11 577 €	5 609 €	48,45	15 140 €	15 001 €	99,08	57 492 €	15 000 €		
73 Impôts et taxes	10 857 935 €	11 080 083 €	102,05	11 338 212 €	11 668 813 €	102,92	11 614 626 €	11 755 543 €	101,21	11 582 090 €	11 601 328 €		
73 Impôts et taxes courant	10 857 935 €	11 080 083 €	102,05	11 236 884 €	11 567 485 €	102,94	11 513 298 €	11 654 072 €	101,22	11 480 762 €	11 500 000 €		
73 Impôts et taxe DOB				101 328 €	101 328 €		101 328 €	101 471 €		101 328 €	101 328 €		
74 Dotations	3 271 127 €	3 177 460 €	97,14	2 794 313 €	3 157 034 €	112,98	3 011 124 €	3 108 578 €	103,24	2 615 212 €	2 800 000 €		
74 Dotations courant	3 163 456 €	3 036 747 €	95,99	2 588 160 €	2 995 202 €	115,73	2 765 500 €	2 859 998 €	103,42	2 374 500 €	2 600 000 €		
74 Dotations DOB	107 671 €	140 713 €	130,69	206 153 €	161 832 €	78,50	245 624 €	248 580 €	101,20	240 712 €	200 000 €		
75 Autres Produits de gestion courante	240 000 €	198 899 €	82,87	209 805 €	252 280 €	120,25	212 860 €	209 324 €	98,34	331 800 €	200 000 €		
75 Autres Produits de gestion courante courant	240 000 €	198 899 €	82,87	209 805 €	252 280 €	120,25	212 860 €	209 324 €	98,34	186 800 €	200 000 €		
75 Autres Produits de gestion courante DOB										145 000 €			
76 Produits financiers	13 000 €	12 802 €	98,48	13 710 €	18 382 €	134,07				11 920 €	10 000 €		
77 Produits exceptionnels (hors 775)	40 000 €	20 059 €	50,15	58 780 €	52 548 €	89,40	42 150 €	178 893 €	424,42	40 842 €	10 000 €		
77 Produits exceptionnels (hors 775) courant	15 000 €	13 845 €	92,30		20 412 €		10 000 €	34 234 €		20 000 €	10 000 €		
77 Produits exceptionnels (hors 775) DOB	25 000 €	6 214 €	24,86	58 780 €	32 136 €	54,67	32 150 €	144 659 €	449,95	20 842 €			
<b>Total Recettes Réelles Fonctionnement</b>	<b>16 260 118 €</b>	<b>16 380 265 €</b>	<b>100,74</b>	<b>15 807 091 €</b>	<b>16 757 554 €</b>	<b>106,01</b>	<b>16 367 315 €</b>	<b>16 399 403 €</b>	<b>100,20</b>	<b>15 636 556 €</b>	<b>16 006 328 €</b>		
<b>Dont Recettes courantes</b>	<b>15 927 447 €</b>	<b>16 033 694 €</b>	<b>100,67</b>	<b>15 429 253 €</b>	<b>16 456 649 €</b>	<b>106,66</b>	<b>15 973 073 €</b>	<b>15 889 692 €</b>	<b>99,48</b>	<b>15 071 182 €</b>	<b>15 690 000 €</b>		
<b>Dont Recettes Projets DOB</b>	<b>332 671 €</b>	<b>346 571 €</b>	<b>104,18</b>	<b>377 838 €</b>	<b>300 905 €</b>	<b>79,64</b>	<b>394 242 €</b>	<b>509 710 €</b>	<b>129,29</b>	<b>565 374 €</b>	<b>316 328 €</b>		

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE

# Détail des Dépenses Réelles de fonctionnement

PPFI 2018/2020

DOB 2021

Fil de l'eau 2022

DRF rétrospective 2018-2020 prospective 2021-2022	2018		% réalisation
	PPFI/DOB	Réalisé	
011 Charges à caractère général	4 120 057 €	4 176 238 €	101,36
011 Charges à caractère général courant	3 430 570 €	3 626 547 €	105,71
011 Charges à caractère général DOB	689 487 €	549 691 €	79,72
012 Charges de personnel	3 693 562 €	3 489 911 €	94,49
012 Charges de personnel Courant	3 642 418 €	3 437 441 €	94,37
012 Charges de personnel DOB	51 144 €	52 470 €	102,59
014 Atténuation de produit	3 146 234 €	3 158 323 €	100,38
014 Atténuation de produit Courant	3 146 234 €	3 158 323 €	100,38
014 Atténuation de produit DOB			
65 Autres charges de gestion courante	3 203 132 €	2 951 557 €	92,15
65 Autres charges de gestion courante Courant	2 699 387 €	2 681 686 €	99,34
65 Autres charges de gestion courante DOB	503 745 €	269 871 €	53,57
66 Charges financières	213 000 €	177 801 €	83,47
67 Charges exceptionnelles	277 000 €	211 787 €	76,46
67 Charges exceptionnelles Courant	50 000 €	10 265 €	20,53
67 Charges exceptionnelles DOB	227 000 €	201 522 €	88,78
<b>Total Dépenses Réelles Fonctionnement</b>	<b>14 652 985 €</b>	<b>14 165 616 €</b>	<b>96,67</b>
<b>Dont Dépenses Courantes</b>	<b>13 181 609 €</b>	<b>13 092 062 €</b>	<b>99,32</b>
<b>Dont Dépenses Projets DOB</b>	<b>1 471 376 €</b>	<b>1 073 554 €</b>	<b>72,96</b>

	2019		% réalisation
	PPFI/DOB	Réalisé	
	4 782 196 €	4 096 408 €	85,66
	3 904 425 €	3 461 095 €	88,65
	877 771 €	635 313 €	72,38
	3 222 400 €	3 072 425 €	95,35
	3 110 900 €	2 997 435 €	96,35
	111 500 €	74 990 €	67,26
	3 177 356 €	3 152 026 €	99,20
	3 207 000 €	3 181 670 €	99,21
	-29 644 €	-29 644 €	100,00
	3 541 850 €	3 096 086 €	87,41
	2 850 209 €	2 797 991 €	98,17
	691 641 €	298 095 €	43,10
	196 850 €	153 880 €	78,17
	152 500 €	13 044 €	8,55
	47 500 €	13 044 €	27,46
	105 000 €		0,00
	15 073 152 €	13 583 869 €	90,12
	13 316 884 €	12 605 115 €	94,66
	1 756 268 €	978 754 €	55,73

	2020		% réalisation
	PPFI/DOB	Réalisé	
	4 855 805 €	3 962 870 €	81,61
	3 895 010 €	3 213 322 €	82,50
	960 795 €	749 548 €	78,01
	3 389 300 €	2 975 066 €	87,78
	3 255 000 €	2 870 808 €	88,20
	134 300 €	104 258 €	77,63
	3 250 000 €	3 174 990 €	97,69
	3 279 644 €	3 203 483 €	97,68
	-29 644 €	-28 493 €	96,12
	3 617 456 €	3 324 631 €	91,91
	2 981 538 €	2 844 794 €	95,41
	635 918 €	479 837 €	75,46
	185 000 €	128 812 €	69,63
	106 500 €	0 €	0,00
	56 500 €		0,00
	50 000 €		0,00
	15 404 061 €	13 566 368 €	88,07
	13 652 692 €	12 261 218 €	89,81
	1 751 369 €	1 305 150 €	74,52

	2021	
	Proposition DOB	
	5 419 335 €	
	4 059 280 €	
	1 360 055 €	
	3 306 000 €	
	3 200 000 €	
	106 000 €	
	3 125 712 €	
	3 155 356 €	
	-29 644 €	
	3 953 867 €	
	3 326 050 €	
	627 817 €	
	160 000 €	
	30 000 €	
	30 000 €	
	15 994 914 €	
	13 930 686 €	
	2 064 228 €	

	2022	
	Fil de l'eau	
	5 100 000 €	
	4 100 000 €	
	1 000 000 €	
	3 400 000 €	
	3 300 000 €	
	100 000 €	
	3 170 356 €	
	3 200 000 €	
	-29 644 €	
	4 080 000 €	
	3 450 000 €	
	630 000 €	
	200 000 €	
	30 000 €	
	30 000 €	
	15 980 356 €	
	14 280 000 €	
	1 700 356 €	

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB\_23\_2021-DE



# Détail des Recettes et Dépenses Réelles d'investissement

PPFI 2018/2020

DOB 2021

Fil de l'eau 2022

RRI	2018		2019		2020		2021	2022
	PPFI/DOB	Réalisé	PPFI/DOB	Réalisé	PPFI/DOB	Réalisé		
rétrospective 2018-2020 prospective 2021-2022								
10 Dotations fonds divers (hors 1068)	261 936 €	32 262 €	607 504 €	134 422 €	578 746 €	120 836 €	615 535 €	570 000 €
13 Subventions d'investissement	112 062 €	44 496 €	924 505 €	463 790 €	1 046 827 €	540 983 €	1 311 218 €	900 000 €
16 Emprunts	1 100 000 €	75 €	1 700 000 €	0 €	1 500 000 €	0 €	1 800 000 €	2 200 000 €
204 Subventions équipement versées								
21 Immobilisations corporelles				194 €				
23 Immobilisations en cours								
27 Autres immobilisations financières	69 688 €	42 701 €	43 750 €	42 979 €	43 750 €	43 323 €	43 750 €	43 750 €
27 Autres immobilisations financières DOB			1 600 €	0,00	3 200 €	3 200 €	1 600 €	1 600 €
<b>Total Recettes Réelles Investissement</b>	<b>1 543 686 €</b>	<b>119 524 €</b>	<b>3 277 359 €</b>	<b>641 385 €</b>	<b>3 172 523 €</b>	<b>708 342 €</b>	<b>3 772 103 €</b>	<b>3 715 350 €</b>
Dont Recettes Courantes	69 688 €	42 701 €	43 750 €	43 173 €	43 750 €	43 323 €	43 750 €	43 750 €
Dont Recettes Projets DOB	1 473 998 €	76 833 €	3 233 609 €	598 212 €	3 128 773 €	665 019 €	3 728 353 €	3 671 600 €

DRI	2018		2019		2020		2021	2022
	PPFI/DOB	Réalisé	PPFI/DOB	Réalisé	PPFI/DOB	Réalisé		
rétrospective 2018-2020 prospective 2021-2022								
13 Subventions d'investissement		2 519 €						
16 Emprunts Courant Capital de la dette	1 639 805 €	1 636 382 €	820 620 €	817 494 €	835 000 €	797 775 €	800 000 €	805 000 €
20 Immobilisations incorporelles								
204 Subventions équipement versées	2 790 170 €	940 090 €	4 190 822 €	1 792 999 €	4 453 094 €	1 889 646 €	4 430 607 €	3 000 000 €
21 Immobilisations corporelles								
23 Immobilisations en cours								
26 Participations et créances								
27 Autres immo fin. Avance budgets annexes			300 000 €	300 000 €	1 000 €	327 942 €	1 000 €	1 000 €
<b>Total Dépenses Réelles Investissement</b>	<b>4 429 975 €</b>	<b>2 578 990 €</b>	<b>5 311 442 €</b>	<b>2 910 494 €</b>	<b>5 589 094 €</b>	<b>3 015 364 €</b>	<b>5 559 549 €</b>	<b>3 806 000 €</b>
Dont Dépenses Courantes	1 639 805 €	1 638 900 €	820 620 €	817 494 €	835 000 €	797 775 €	801 000 €	806 000 €
Dont Dépenses Projet DOB	2 790 170 €	940 090 €	4 490 822 €	2 092 999 €	4 754 094 €	2 217 588 €	4 758 549 €	3 000 000 €

Envoyé en préfecture le 18/03/2021

Reçu en préfecture le 18/03/2021

Affiché le

ID : 056-200027027-20210316-DELIB.23.2021-DE